

Spedizione in abbonamento postale

GAZZETTA  **UFFICIALE**
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

ROMA - Martedì, 12 luglio 1949

**SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI
MENO I FESTIVI**

**DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-333 841-737 850-144**

LEGGE 8 giugno 1949, n. 383.

Ratifica dei seguenti Accordi conclusi a Roma, fra l'Italia e la Francia, il 31 marzo 1948: *a)* Convenzione generale tendente a coordinare l'applicazione ai cittadini dei due Paesi della legislazione francese sulla sicurezza sociale e della legislazione italiana sulle assicurazioni sociali e sulle prestazioni familiari; *b)* Protocollo generale tendente a coordinare l'applicazione ai cittadini dei due Paesi della legislazione francese sulla sicurezza sociale e della legislazione italiana sulle assicurazioni sociali e sulle prestazioni familiari; *c)* Protocollo speciale relativo all'assegno ai vecchi lavoratori salariati; *d)* Protocollo speciale relativo al coordinamento degli Accordi tra la Francia, l'Italia ed il Belgio.

LEGGE 8 giugno 1949, n. 384.

Ratifica della Convenzione sulle assicurazioni sociali conclusa a Bruxelles, tra l'Italia ed il Belgio, il 30 aprile 1948.

LEGGE 18 giugno 1949, n. 385.

Ratifica ed esecuzione del Trattato di amicizia, commercio e navigazione, del Protocollo di firma, del Protocollo addizionale e dello scambio di Note conclusi a Roma, fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, il 2 febbraio 1948.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 giugno 1949, n. 383.

Ratifica dei seguenti Accordi conclusi a Roma, fra l'Italia e la Francia, il 31 marzo 1948: a) Convenzione generale tendente a coordinare l'applicazione ai cittadini dei due Paesi della legislazione francese sulla sicurezza sociale e della legislazione italiana sulle assicurazioni sociali e sulle prestazioni familiari; b) Protocollo generale tendente a coordinare l'applicazione ai cittadini dei due Paesi della legislazione francese sulla sicurezza sociale e della legislazione italiana sulle assicurazioni sociali e sulle prestazioni familiari; c) Protocollo speciale relativo all'assegno ai vecchi lavoratori salariati; d) Protocollo speciale relativo al coordinamento degli Accordi tra la Francia, l'Italia ed il Belgio.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare e il Governo a dar piena ed intera esecuzione ai seguenti Accordi conclusi a Roma, tra l'Italia e la Francia, il 31 marzo 1948:

a) Convenzione generale tendente a coordinare la applicazione ai cittadini dei due Paesi della legislazione francese sulla sicurezza sociale e della legislazione italiana sulle assicurazioni sociali e sulle prestazioni familiari;

b) Protocollo generale tendente a coordinare l'applicazione ai cittadini dei due Paesi della legislazione francese sulla sicurezza sociale e della legislazione italiana sulle assicurazioni sociali e sulle prestazioni familiari;

c) Protocollo speciale relativo all'assegno ai vecchi lavoratori salariati;

d) Protocollo speciale relativo al coordinamento degli Accordi fra la Francia, l'Italia ed il Belgio.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 giugno 1949

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA —
PELLA — FANFANI

Visto, il Guardasigilli: GRASSI

Convention générale entre l'Italie et la France tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux Pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

ET

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

animés du désir de garantir aux ressortissants des deux pays le bénéfice de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales, ont résolu de conclure une convention et, à cet effet, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir:

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE

S. E. le Comte Carlo SFORZA, *Ministre des Affaires Etrangères*,

S. E. Monsieur Amintore FANFANI, *Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale*.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

S. E. Monsieur Daniel MAYER, *Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale*,

S. E. Monsieur Jacques FOUQUES DUPARC, *Ambassadeur de France*;

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article 1^{er}

Paragraphe 1^{er}

Les travailleurs français ou italiens salariés ou assimilés aux salariés par les législations énumérées à l'article 2 de la présente convention, sont soumis respectivement auxdites législations applicables en Italie ou en France et en bénéficient, ainsi que leurs ayants-droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces pays.

Pour l'interprétation de terme salarié au sens de la présente convention, il n'est pas fait de distinction, au regard de la législation italienne, entre employés et ouvriers.

Paragraphe 2

Les ressortissants français ou italiens autres que ceux visés au premier paragraphe du présent article sont soumis respectivement aux législations concernant les prestations familiales énumérées à l'article 2, applicables en Italie ou en France, et en bénéficient dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces pays.

Paragraphe 3

Les ressortissants français ou italiens résidant en Italie ou en France peuvent bénéficier des dispositions concernant l'assurance volontaire ou facultative des législations énumérées à l'article 2 dans les mêmes conditions que les ressortissants du pays où ils résident.

Article 2

Paragraphe 1^{er}

Les législations auxquelles s'applique la présente convention sont :

1) *En France :*

a) la législation générale fixant l'organisation de la sécurité sociale ;

b) la législation générale fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles et concernant l'assurance des risques maladie, invalidité, vieillesse, décès et la couverture des charges de la maternité ;

c) la législation des assurances sociales applicable aux salariés et assimilés des professions agricoles et concernant la couverture des mêmes risques et charges ;

d) la législation des prestations familiales ;

e) les législations sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

f) les législations sur les régimes spéciaux de sécurité sociale, en tant qu'ils concernent les risques ou prestations couverts par les législations énumérées aux alinéas précédents, et notamment le régime relatif à la sécurité sociale dans les mines et le régime spécial des marins et agents du Service Général à bord des navires dans la mesure où les intéressés exercent une activité autre que la pêche et la navigation côtière artisanales.

2) *En Italie :*

a) la législation de l'assurance générale invalidité-vieillesse et survivants ;

b) les législations d'assurance contre les accidents du travail ;

c) la législation de l'assurance contre les maladies professionnelles ;

d) la législation sur l'assurance maladie y compris l'assurance contre la tuberculose ;

e) la législation sur l'assurance pour la natalité ;

f) les législations sur les régimes spéciaux d'assurance établies pour certaines catégories, en tant qu'elles concernent les risques ou prestations couverts par les législations énumérées aux alinéas précédents, et notamment la législation visant le personnel des entreprises concessionnaires des services publics de transports, le personnel des entreprises concessionnaires des services publics de téléphones, et la législation visant les gens de mer ;

g) la législation des prestations familiales.

Paragraphe 2

La présente convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1^{er} du présent article.

Toutefois, elle ne s'appliquera :

a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant de nouveaux risques ou charges sociaux que si un arrangement intervient à cet effet entre les pays contractants ;

b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendent les régimes existants à de nouvelles catégories de

bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du Gouvernement du pays intéressé notifiée au Gouvernement de l'autre pays, dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle desdits actes.

Article 3

Paragraphe 1^{er}

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés par les législations applicables dans chacun des pays contractants, occupés dans l'un de ces pays, sont soumis aux législations en vigueur au lieu de leur travail.

Paragraphe 2

Le principe posé au paragraphe 1^{er} du présent article comporte les exceptions suivantes :

a) Les travailleurs salariés ou assimilés, occupés dans un pays autre que celui de leur résidence habituelle par une entreprise ayant dans le pays de cette résidence un établissement ou exploitation dont les intérêts relèvent normalement, demeurent soumis aux législations en vigueur dans le pays de leur lieu de travail habituel, pour autant que leur occupation sur le territoire du deuxième pays ne se prolonge pas au delà de six mois ; dans le cas où cette occupation, se prolongeant pour des motifs imprévisibles au delà de la durée primitivement prévue, excéderait six mois, l'application des législations en vigueur dans le pays du lieu de travail habituel pourra exceptionnellement être maintenue avec l'accord du Gouvernement du pays du lieu de travail occasionnel ;

b) Pour les entreprises ou exploitations traversées par la frontière commune des deux pays, les législations applicables aux personnes occupées dans ces entreprises ou exploitations sont exclusivement celles qui sont en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège ;

c) Les travailleurs salariés ou assimilés des entreprises publiques de transports de l'un des pays contractants occupés dans l'autre pays, soit passagèrement, soit sur les lignes d'intercommunication ou dans des gares frontières d'une façon permanente, sont soumis aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège ;

d) En ce qui concerne les entreprises de transports autres que celles visées sous la lettre c) qui s'étendent d'un des pays contractants à l'autre pays, les personnes occupées dans les parties mobiles (personnel ambulante) de ces entreprises sont exclusivement soumises aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège ;

e) Les travailleurs salariés ou assimilés d'un service administratif officiel (douanes, postes, contrôle des passeports, etc.), détachés de l'un des pays contractants dans l'autre pays, sont soumis aux dispositions en vigueur dans le pays d'où ils sont détachés ;

f) Les membres de l'équipage d'un navire battant pavillon de l'un des deux pays sont soumis aux dispositions en vigueur dans l'Etat auquel le bâtiment appartient.

Paragraphe 3

Les ressortissants français ou italiens autres que les travailleurs salariés ou assimilés sont soumis à la législation concernant les prestations familiales en vigueur au lieu de leur principale activité profession-

nelle. S'ils n'exercent aucune activité professionnelle, ils sont soumis à la législation des prestations familiales en vigueur au lieu de leur résidence habituelle.

Paragraphe 4

Les autorités administratives suprêmes des Etats contractants pourront prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux règles énoncées au paragraphe 1^{er} et au paragraphe 3 du présent article. Elles pourront convenir également que les exemptions prévues au paragraphe 2 ne s'appliqueront pas dans certains cas particuliers.

Article 4

Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 3 sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés, quelle que soit leur nationalité, occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires français ou italiens ou qui sont au service personnel d'agents de ces postes.

Toutefois :

1) sont exceptés de l'application du présent article les agents diplomatiques et consulaires de carrière ainsi que les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries ;

2) les travailleurs salariés ou assimilés qui appartiennent à la nationalité du pays représenté par le poste diplomatique ou consulaire et qui ne sont pas fixés définitivement dans le pays où ils sont occupés, peuvent opter entre l'application de la législation du pays de leur lieu de travail et, celle de la législation de leur pays d'origine.

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1^{er}. — Assurances maladie-maternité-décès

Article 5

Paragraphe 1^{er}

Les travailleurs salariés ou assimilés qui se rendent de France en Italie ou inversement bénéficient, ainsi que leurs ayants-droit vivant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations de l'assurance maladie en France et des assurances maladie tuberculose en Italie, pour autant que :

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé ;

2) l'affection se soit déclarée après que le travailleur ait commencé à travailler dans ce pays, à moins que la législation qui leur est applicable à leur nouveau lieu de travail ne prévoie des conditions plus favorables d'ouverture des droits ;

3) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, ou justifient de celles exigées par la législation du pays qu'ils ont quitté, compte tenu des périodes d'assurance accomplies successivement dans ces deux pays.

Paragraphe 2

Des accords complémentaires pourront définir les modalités suivant lesquelles les bénéficiaires de l'assurance maladie (ou tuberculose) de chacun des deux pays pourront recevoir des soins dans les établissements ou institutions de l'autre pays, à la charge des organismes d'assurances dont ils relèvent.

Article 6

Les travailleurs salariés ou assimilés qui se rendent de France en Italie ou inversement bénéficient, ainsi que leurs ayants-droit vivant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations maternité de ce pays, pour autant que :

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé ;

2) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail ou justifient de celles exigées par la législation du pays qu'ils ont quitté, compte tenu des périodes d'assurance accomplies successivement dans ces deux pays.

Toutefois, les prestations d'assurance maternité sont supportées par l'organisme du régime dont relevait l'assuré à la date présumée de la conception. Ce dernier organisme remboursé à l'organisme d'assurances ou de sécurité sociales du pays du nouveau lieu de travail le montant des dépenses engagées.

Article 7

Les travailleurs salariés ou assimilés qui se rendent d'un pays dans l'autre auront droit aux allocations au décès prévues par la législation française ou aux allocations funéraires prévues par la législation italienne conformément à la législation du pays du nouveau lieu de travail pour autant que :

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé ;

2) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail ou justifient de celles exigées par la législation du pays qu'ils ont quitté, compte tenu des périodes d'assurance accomplies successivement dans ces deux pays.

CHAPITRE 2. — Assurance-invalidité

Article 8

Paragraphe 1^{er}

Pour les travailleurs salariés ou assimilés français ou italiens qui ont été affiliés successivement ou alternativement, dans les deux pays contractants, à un ou plusieurs régimes d'assurance invalidité, les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes, ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes, sont totalisées à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations en espèces ou en nature qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Paragraphe 2

Les prestations en espèces de l'assurance invalidité sont liquidées conformément aux dispositions de la législation qui était applicable à l'intéressé au moment de la première constatation médicale de la maladie, de l'accident ou de l'invalidité résultant de l'usure prématurée de l'organisme, et sont supportées par l'organisme compétent aux termes de cette législation.

Paragraphe 3

Toutefois, si au début du trimestre civil au cours duquel est survenue la maladie, l'invalidité antérieure-

ment soumis à un régime d'assurance invalidité de l'autre pays, n'était pas assujetti depuis un an au moins à la législation du pays où la maladie a été constatée, il reçoit, de l'organisme compétent de l'autre pays, les prestations en espèces prévues par la législation de ce pays. Cette disposition n'est pas applicable si l'invalidité est la conséquence d'un accident.

Article 9

Si, après suspension ou suppression de la pension ou indemnité d'invalidité, l'assuré recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'organisme débiteur de la pension ou indemnité primitivement accordée, lorsque l'état d'invalidité est imputable à la maladie ou à l'accident qui avait motivé l'attribution de cette pension ou indemnité.

Article 10

La pension ou indemnité d'invalidité est transformée, le cas échéant, en pension de vieillesse, dans les conditions prévues par la législation en vertu de laquelle elle a été attribuée. Il est fait application, le cas échéant, des dispositions du Chapitre 3 du présent Titre.

Article 11

Les règles énoncées aux articles 8 à 10 sont applicables aux travailleurs qui ont été occupés dans les mines en France et en Italie pour la détermination des droits aux prestations d'invalidité prévues par le régime français de sécurité sociale dans les mines, ainsi que pour le maintien ou le recouvrement des droits.

Toutefois, la pension d'invalidité professionnelle prévue par la législation spéciale aux travailleurs des mines en France n'est attribuée qu'aux assurés qui étaient soumis à cette législation au moment où est survenu l'accident ou la maladie ayant entraîné l'invalidité et qui ont résidé en France jusqu'à la liquidation de ladite pension. La pension cesse d'être servie au pensionné qui reprend le travail hors de France.

Article 12

Les autorités administratives suprêmes des Etats contractants régleront, d'un commun accord, les modalités du contrôle médical et administratif des invalides.

CHAPITRE 3. — Assurance vieillesse et assurance décès (Pensions de survivants)

Article 13

Paragraphe 1^{er}

Pour les travailleurs salariés ou assimilés français ou italiens qui ont été affiliés successivement ou alternativement, dans les pays contractants, à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse ou d'assurance décès (pensions de survivants), les périodes d'assurances accomplies sous ces régimes, ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes, sont totalisées, à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Paragraphe 2

Lorsque la législation de l'un des pays contractants subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial d'assurance, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces avantages, que les périodes accomplies sous le régime spécial correspondant de l'autre pays. Si, dans l'un des deux pays contractants, il n'existe pas, pour la profession, de régime spécial, les périodes d'assurance accomplies dans ladite profession sous l'un des régimes visés au paragraphe 1^{er} ci-dessus sont néanmoins totalisées.

Notamment, en l'absence d'un régime spécial sur la sécurité sociale dans les mines en Italie, sont seules considérées comme services susceptibles d'être totalisés avec les périodes accomplies sous le régime français relatif à la sécurité sociale dans les mines les périodes de travail accomplies dans les exploitations minières en Italie, qui, si elles avaient été effectuées en France, auraient ouvert des droits au regard de la législation spéciale de sécurité sociale dans les mines.

Paragraphe 3

Les avantages auxquels un assuré peut prétendre de la part de chacun des organismes intéressés, sont déterminés, en principe, en réduisant le montant des avantages auxquels il aurait droit si la totalité des périodes visées au paragraphe 1^{er} ci-dessus avait été effectuée sous le régime correspondant et ce, au prorata de la durée des périodes effectuées sous ce régime.

Article 14.

Lorsqu'un assuré, compte tenu de la totalité des périodes visées au paragraphe 1^{er} de l'article 13 ne remplit pas au même moment les conditions exigées par les législations des deux pays, son droit à pension est établi au regard de chaque législation, au fur et à mesure qu'il remplit ces conditions.

Article 15

Paragraphe 1^{er}

Tout assuré, au moment où s'ouvre son droit à pension, peut renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 13 de la présente convention. Les avantages auxquels il peut prétendre au titre de chacune des législations nationales sont alors liquidés séparément par les organismes intéressés, indépendamment des périodes d'assurance, ou reconnues équivalentes, accomplies dans l'autre pays.

Paragraphe 2

L'assuré a la faculté d'exercer à nouveau une option entre le bénéfice de l'article 13 et celui du présent article lorsqu'il a un intérêt à le faire par suite soit d'une modification dans l'une des législations nationales, soit du transfert de sa résidence d'un pays dans l'autre, soit dans le cas prévu à l'article 14, au moment où s'ouvre pour lui un nouveau droit à pension au regard de l'une des législations qui lui sont applicables.

Article 16

Si la législation de l'un des pays contractants subordonne l'octroi de certains avantages à des conditions de résidence, celles-ci ne sont pas opposables aux res-

sortissants italiens ou français, tant qu'ils résident dans l'un des deux pays contractants.

Toutefois, les allocations pour enfants prévues par la législation française spéciale aux travailleurs des mines sont servies dans les conditions fixées par cette législation.

Article 17

L'indemnité cumulable et l'allocation spéciale prévues par la législation française spéciale aux travailleurs des mines ne sont servies qu'aux intéressés qui travaillent dans les mines françaises.

Article 18

Les organismes particuliers chargés, dans chacun des deux pays contractants, du service de l'assurance vieillesse et de l'assurance décès (pensions de survivants) des gens de mer, pourront déduire du montant des prestations dues, en application des dispositions ci-dessus, à des ressortissants de l'autre pays, une fraction forfaitaire correspondant à la participation moyenne de l'Etat au paiement des prestations de même nature à ses propres ressortissants.

Toutefois, cette déduction ne pourra ramener le montant desdites prestations au-dessous de celui des prestations qui auraient été servies si le régime général des autres travailleurs avait été appliqué aux intéressés.

L'application du présent article fera l'objet d'accords complémentaires dans les conditions de l'article 34 ci-après.

CHAPITRE 4. — *Accidents du travail et maladies professionnelles*

Article 19

Ne sont pas opposables aux ressortissants de l'une des parties contractantes les dispositions contenues dans les législations de l'autre partie concernant les accidents du travail et les maladies professionnelles qui restreignent les droits des étrangers ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison du lieu de leur résidence.

Les majorations ou allocations complémentaires accordées en supplément des rentes d'accidents du travail, en vertu des législations applicables dans chacun des deux pays contractants sont maintenues aux personnes visées à l'alinéa précédent qui transfèrent leur résidence de l'un des pays dans l'autre.

Article 20

Tout accident du travail survenu à un travailleur français en Italie ou à un travailleur italien en France, qui a occasionné ou est de nature à occasionner soit la mort, soit une incapacité permanente, totale ou partielle, doit être notifié par l'organisme compétent ou par l'employeur, aux autorités consulaires locales du pays auquel ressortit la victime.

Cette notification sera faite par l'organisme compétent ou par l'employeur dans les mêmes délais que ceux prévus pour la déclaration de l'accident aux autorités ou organismes compétents en vertu de la législation nationale. Il sera, dans les mêmes délais, transmis

copie, suivant le cas, des documents relatifs à cette déclaration, des certificats médicaux et du rapport d'enquête.

Article 21

Si un travailleur qui a obtenu réparation d'une maladie professionnelle dans l'un des pays contractants, fait valoir, pour une maladie de même nature des droits à réparation au regard de la législation de son nouveau lieu de travail dans l'autre pays, il sera tenu de faire à l'organisme compétent de ce dernier pays, la déclaration des prestations et indemnités reçues antérieurement au titre de la même maladie.

L'organisme débiteur des nouvelles prestations et indemnités tiendra compte des prestations antérieures comme si elles avaient été à sa charge.

CHAPITRE 5. — *Allocations familiales*

Article 22

Des accords complémentaires détermineront, le cas échéant, les modalités d'application des législations française et italienne sur les prestations familiales respectivement aux ressortissants italiens et français.

CHAPITRE 6. — *Assurance natalité italienne*

Article 23

Pour l'ouverture du droit aux prestations de l'assurance natalité italienne, il est tenu compte des périodes d'assurances effectuées tant dans l'un que dans l'autre pays.

Sont comptées, en France, comme périodes d'assurances effectuées à ce titre, les périodes accomplies sous un régime général ou spécial d'assurances sociales maladie-maternité.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DIVERSES

CHAPITRE 1^{er}. — *Entr'aide administrative*

Article 24

Paragraphe 1^{er}

Les autorités ainsi que les organismes d'assurance ou de sécurité sociales des deux pays contractants se prêteront mutuellement leurs bons offices, dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leurs propres régimes.

Un accord ultérieur déterminera les autorités et organismes de chacun des deux pays contractants qui seront habilités à correspondre directement entre eux à cet effet.

Paragraphe 2

Ces autorités et organismes pourront subsidiairement recourir, dans le même but, à l'intervention des autorités diplomatiques et consulaires de l'autre pays.

Paragraphe 3

Les autorités diplomatiques et consulaires de l'un des deux pays peuvent intervenir directement auprès des autorités administratives et des organismes nationaux d'assurances ou de sécurité sociales de l'autre pays, en vue de recueillir tous renseignements utiles pour la défense des intérêts de leurs ressortissants.

Article 25.

Paragraphe 1^{er}

Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement, de greffe, de timbres et de taxes consulaires prévues par la législation de l'un des pays contractants pour les pièces à produire aux administrations ou organismes d'assurances ou de sécurité sociales de ce pays, est étendu aux pièces correspondantes à produire pour l'application de la présente convention, aux administrations ou organismes d'assurances ou sécurité sociales de l'autre pays.

Paragraphe 2

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques et consulaires.

Article 26

Les communications adressées, pour l'application de la présente convention, par les bénéficiaires de cette convention, aux organismes, autorités et juridictions de l'un des pays contractants compétents en matière d'assurances sociales, de prestations familiales ou de sécurité sociale, seront rédigées dans la langue officielle de l'un ou de l'autre pays.

Article 27

Les demandes et recours qui devraient être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité ou d'un organisme d'un des pays contractants compétent pour recevoir ces demandes et recours en matière d'assurances sociales, de prestations familiales ou de sécurité sociale, sont considérés comme recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité ou d'un organisme correspondant de l'autre pays. Dans ce cas, cette dernière autorité ou ce dernier organisme devra transmettre sans retard les demandes et recours à l'organisme compétent.

Dans chaque pays, devront être désignés, d'un commun accord, les autorités et organismes habilités à recevoir valablement les demandes et recours.

Article 28

Paragraphe 1^{er}

Les autorités administratives suprêmes des Etats contractants arrêteront directement les mesures de détail pour l'exécution de la présente convention ou des accords complémentaires qu'elle prévoit en tant que ces mesures nécessitent une entente entre elles.

Les mêmes autorités administratives se communiqueront en temps utile les modifications survenues dans la législation ou la réglementation de leur pays concernant les régimes énumérés à l'article 2.

Paragraphe 2

Les autorités ou services compétents de chacun des pays contractants se communiqueront les autres dispositions prises en vue de l'exécution de la présente convention à l'intérieur de leur propre pays.

Article 29

Sont considérés dans chacun des Etats contractants comme autorités administratives suprêmes, au sens de la présente convention, les Ministres qui ont, chacun en ce qui le concerne, les régimes énumérés à l'article 2 dans leurs attributions.

CHAPITRE 2. — *Dispositions diverses*

Article 30

Les organismes débiteurs de prestations sociales en vertu de la présente convention s'en libèreront valablement dans la monnaie de leur pays.

Les demandes de transfert devront être effectuées par ces organismes dès la date d'échéance des prestations.

Au cas où des dispositions seraient arrêtées dans l'un ou dans l'autre des deux pays contractants en vue de soumettre à des restrictions le commerce des devises, des mesures seraient prises aussitôt, d'accord entre les deux Gouvernements, pour assurer, conformément aux dispositions de la présente convention, les transferts des sommes dues de part et d'autre.

Article 31

Les organismes débiteurs de prestations sociales pourront, dans le cas où le bénéficiaire réside dans l'autre pays contractant ou y transfère sa résidence, charger l'organisme compétent de ce pays du service des prestations.

Des accords techniques interviendront entre les administrations des deux pays pour déterminer les modalités d'exécution de ce service des prestations.

Article 32

Il n'est pas dérogé aux règles prévues par les régimes visés à l'article 2 pour les conditions de la participation des assurés aux élections auxquelles donne lieu le fonctionnement de la sécurité sociale.

Article 33

Les formalités que les dispositions légales ou réglementaires de l'un des Etats contractants pourraient prévoir pour le service, en dehors de son territoire, des prestations dispensées par ses organismes d'assurances ou de sécurité sociales, s'appliqueront également, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, aux personnes admises au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente convention.

Article 34

Les dispositions nécessaires pour l'application de la présente convention feront l'objet d'un ou plusieurs accords complémentaires. Ces accords pourront concerner soit l'ensemble du territoire des pays contractants, soit une partie seulement.

Article 35

Paragraphe 1^{er}

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente convention seront réglées, d'un commun accord, par les autorités administratives suprêmes des Etats contractants.

Paragraphe 2

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, le différend devra être réglé suivant une procédure d'arbitrage organisée par un arrangement à intervenir entre les deux Gouvernements. L'organe arbitral devra résoudre le différend selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente convention.

Article 36

Paragraphe 1^{er}

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Paris aussitôt que possible.

Paragraphe 2

Elle entrera en vigueur le premier du mois qui suivra l'échange des ratifications.

Paragraphe 3

La date de mise en vigueur des accords complémentaires visés à l'article 34 sera prévue auxdits accords.

Paragraphe 4

Les prestations dont le service avait été suspendu en application des dispositions en vigueur dans un des pays contractants en raison de la nationalité ou de la résidence à l'étranger des intéressés seront servies à partir du premier jour du mois qui suit la mise en vigueur de la présente convention. Les prestations qui n'avaient pu être attribuées aux intéressés pour la même raison, seront liquidées et servies à compter de la même date.

Le présent paragraphe ne recevra application que si les demandes ou recours sont formulés dans le délai d'un an à compter de la date de la mise en vigueur de la présente convention.

Paragraphe 5

Les accords complémentaires visés à l'article 34 fixeront les conditions et modalités suivant lesquelles les droits antérieurement liquidés ainsi que ceux qui ont été rétablis ou liquidés en application du paragraphe précédent, seront révisés en vue d'en rendre la liquidation conforme aux stipulations de la présente convention ou desdits accords. Si les droits antérieurement liquidés ont fait l'objet d'un règlement en capital, il n'y a pas lieu à révision.

Paragraphe 6

Pour l'application de la présente convention, il doit être tenu compte des périodes d'assurance antérieures à son entrée en vigueur, dans la même mesure que l'on en aurait tenu compte au cas où la présente convention aurait été en vigueur au cours de leur accomplissement.

Toutefois, cette disposition ne pourra jouer que pour les droits ouverts postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la convention.

Article 37

Paragraphe 1^{er}

La présente convention est conclue pour une durée d'une année. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

Paragraphe 2

En cas de dénonciation, les stipulations de la présente convention et des accords complémentaires visés à l'ar-

ticle 34 resteront applicables aux droits acquis, notwithstanding les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoiraient pour les cas de séjour à l'étranger d'un assuré.

Paragraphe 3

En ce qui concerne les droits en cours d'acquisition afférents aux périodes d'assurances accomplies antérieurement à la date à laquelle la présente convention cessera d'être en vigueur, les stipulations de cette convention resteront applicables dans les conditions qui devront être prévues par les accords complémentaires.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1948.

Pour l'Italie

SFORZA
FANFANI

Pour la France

DANIEL MAYER
J. FOUQUES DUPARC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Protocole général relatif à la Convention entre l'Italie et la France tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux Pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales.

Les Hautes Parties Contractantes, animées du souci de faire bénéficier le plus largement possible les ressortissants français et italiens des législations françaises de sécurité sociale et des législations italiennes sur les assurances sociales et les prestations familiales, décident, conformément aux principes posés tant par le Traité franco-italien du 30 septembre 1919 que par la Convention générale en date de ce jour, de souscrire d'un commun accord les déclarations suivantes :

I. — Il n'est pas dérogé du fait de ladite Convention à l'application de l'accord franco-italien relatif à l'immigration italienne en France du 21 mars 1947, notamment en ce qui concerne les allocations familiales.

II. — Il n'est pas dérogé du fait de la même convention au principe de l'égalité de traitement en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs.

III. — Les ressortissants français ou italiens résidant en Italie ou en France sont assimilés aux ressortissants du pays où ils résident pour l'application de la législation italienne sur l'assurance-chômage et les subsides et majorations extraordinaires de chômage et de la législation française sur l'aide aux travailleurs sans emploi.

IV. — Les Hautes Parties contractantes n'ont pu réaliser un accord sur la demande du Gouvernement italien tendant à faire bénéficier des prestations de l'assurance maladie les ressortissants italiens ou français quittant le territoire du pays où ils sont assurés pour rentrer malades dans leur pays d'origine ainsi que les membres de la famille de l'assuré résidant dans un autre pays que celui où ce dernier travaille.

Elles se réservent de reprendre ultérieurement des négociations sur ces questions.

V — Les Hautes Parties contractantes n'ont pu, en l'état des législations particulières, appliquer intégralement dans la Convention générale le principe de légalité de traitement entre les ressortissants des deux pays en ce qui concerne l'assurance vieillesse et l'assurance décès (pensions de survivants) des gens de mer.

Elles se réservent de reprendre ultérieurement des négociations sur ces questions.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1948.

<i>Pour l'Italie</i>	<i>Pour la France</i>
SFORZA	DANIEL MAYER
FANFANI	J. FOUQUES DUPARC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

**Protocole spécial
relatif à l'allocation aux vieux travailleurs salariés**

Les Hautes Parties contractantes conviennent des dispositions ci-après, pour tenir compte des services rendus à l'économie française par les vieux travailleurs salariés italiens :

a) l'allocation aux vieux travailleurs salariés sera accordée, dans les conditions prévues pour les travailleurs français par la législation française sur les vieux travailleurs salariés, à tous les vieux travailleurs salariés italiens sans ressources suffisantes, qui auront au moins 15 années de résidence ininterrompue en France à la date de la demande ;

b) l'allocation aux vieux travailleurs salariés attribuée dans les conditions définies au paragraphe a) cesse d'être servie aux bénéficiaires de nationalité italienne qui quittent le territoire français.

Ces dispositions prendront effet à la date d'entrée en vigueur de la convention générale.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1948.

<i>Pour l'Italie</i>	<i>Pour la France</i>
SFORZA	DANIEL MAYER
FANFANI	J. FOUQUES DUPARC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

**Protocole spécial relatif à la coordination des Accords
entre l'Italie, la France et la Belgique**

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour les Hautes Parties Contractantes constatant les accords intervenus entre :

1° la France et la Belgique, en matière de sécurité sociale ;

2° l'Italie et la Belgique, en matière d'assurances sociales ;

3° la France et l'Italie, en ce qui concerne la législation française sur la sécurité sociale et la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales ;

expriment le vœu que des négociations soient entreprises dans les délais les plus courts entre les trois Etats intéressés en vue d'établir une coordination entre ces trois accords, notamment en ce qui concerne la totalisation des périodes d'assurances accomplies dans les trois pays.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 31 mars 1948.

<i>Pour l'Italie</i>	<i>Pour la France</i>
SFORZA	DANIEL MAYER
FANFANI	J. FOUQUES DUPARC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LEGGE 8 giugno 1949, n. 384.

Ratifica della Convenzione sulle assicurazioni sociali conclusa a Bruxelles, tra l'Italia ed il Belgio, il 30 aprile 1948.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge :

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare e il Governo a dare piena ed intera esecuzione alla Convenzione sulle assicurazioni sociali conclusa a Bruxelles, tra l'Italia ed il Belgio, il 30 aprile 1948.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 giugno 1949.

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA —
PELLA — FANFANI

Visto, *il Guardasigilli* GRASSI

**Convention sur les assurances sociales
entre l'Italie et la Belgique**

TITRE I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article 1er

Les travailleurs italiens ou belges, salariés ou assimilés aux salariés par les législations énumérées à l'article 2 de la présente Convention, sont soumis respectivement aux dites législations applicables en Belgique ou en Italie et en bénéficient dans les mêmes conditions que les ressortissants de chacun de ces pays.

Par travailleur salarié on entend, pour l'application de la présente convention, les employés aussi bien que les ouvriers.

Article 2

Paragraphe 1^{er}

Les législations de sécurité sociale auxquelles s'applique la présente convention sont :

1) en Italie

- a) la législation sur l'assurance générale invalidité vieillesse et survie.
- b) la législation sur les assurances contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- c) la législation sur l'assurance contre la tuberculose ;
- d) la législation et les contrats collectifs du travail sur l'assurance et sur l'assistance en cas de maladie ;
- e) la législation sur l'assurance contre le chômage involontaire par manque de travail ;
- f) la législation sur les allocations familiales.

2) en Belgique :

- a) la législation relative à l'assurance maladie invalidité ;
- b) la législation relative à l'assurance des ouvriers et des employés en vue de la vieillesse et du décès prématuré ;
- c) la législation spéciale relative au régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés ;
- d) la législation des allocations familiales relative aux salariés ;
- e) la législation relative aux accidents du travail ;
- f) la législation relative aux maladies professionnelles ;
- g) la législation relative au soutien des chômeurs involontaires.

Paragraphe 2

La présente convention s'appliquera également à tous les actes législatifs ou réglementaires qui ont modifié ou complété ou qui modifieront ou compléteront les législations énumérées au paragraphe 1^{er} du présent article.

Toutefois elle ne s'appliquera :

- a) aux actes législatifs ou réglementaires couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un arrangement intervient à cet effet entre les pays contractants ;
- b) aux actes législatifs ou réglementaires qui étendront les régimes existants à de nouvelles catégories de bénéficiaires que s'il n'y a pas, à cet égard, opposition du Gouvernement du pays intéressé notifiée au Gouvernement de l'autre pays dans un délai de trois mois à dater de la publication officielle des dits actes.

Article 3

Paragraphe 1^{er}

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés par les législations applicables dans chacun des pays contractants occupés dans l'un de ces pays, sont soumis aux législations en vigueur au lieu de leur travail.

Paragraphe 2

Le principe posé au paragraphe 1^{er} du présent article comporte les exceptions suivantes :

a) Les travailleurs salariés ou assimilés occupés dans celui des deux pays contractants autre que celui de leur résidence habituelle par une entreprise ayant dans le pays de cette résidence un établissement dont les intéressés relèvent normalement demeurent soumis aux législations en vigueur dans le pays de leur lieu de travail habituel, pour autant que leur occupation sur le territoire du deuxième pays ne se prolonge pas au-delà de six mois ; dans le cas où cette occupation se prolongeant pour des motifs imprévisibles au-delà de la durée primitivement prévue excéderait six mois, l'application des législations en vigueur dans le pays du lieu de travail habituel pourra exceptionnellement être maintenue avec l'accord du Gouvernement du pays du lieu de travail occasionnel ;

b) Les travailleurs salariés ou assimilés des entreprises publiques de transports de l'un des pays contractants occupés dans l'autre pays, soit passagèrement, soit sur des lignes d'intercommunication d'une façon permanente, sont soumis aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège ;

c) En ce qui concerne les entreprises de transports autres que celles visées sous la lettre b) qui s'étendent d'un des pays contractants à l'autre pays, les personnes occupées dans les parties mobiles (personnel ambulants) de ces entreprises sont exclusivement soumises aux dispositions en vigueur dans le pays où l'entreprise a son siège.

Paragraphe 3

Les autorités administratives suprêmes des pays contractants pourront prévoir, d'un commun accord, des exceptions aux règles énoncées au paragraphe 1^{er} du présent article. Elles pourront convenir également que les exceptions prévues au paragraphe 2 ne s'appliquent pas dans certains cas particuliers.

Article 4

Les dispositions du paragraphe 1^{er} de l'article 3 sont applicables aux travailleurs salariés ou assimilés, quelle que soit leur nationalité, occupés dans les postes diplomatiques ou consulaires italiens ou belges ou qui sont au service personnel d'agents de ces postes.

Toutefois :

1) sont exceptés de l'application du présent article les agents diplomatiques et consulaires de carrière, y compris les fonctionnaires appartenant au cadre des chancelleries ;

2) les travailleurs salariés ou assimilés qui appartiennent à la nationalité du pays représenté par le poste diplomatique ou consulaire et qui ne sont pas fixés définitivement dans le pays où ils sont occupés, peuvent opter entre l'application de la législation du pays de leur lieu de travail et celle de la législation de leur pays d'origine.

Article 5

Les prestations accordées comme indemnités, allocations ou rentes, en vertu des lois de réparation des accidents du travail ou des maladies professionnelles, de même que celles qui, en matière d'assurance, résul-

tent des versements capitalisés au compte individuel des intéressés, qu'elles soient liquidées périodiquement ou en capital, aux bénéficiaires ou à leurs ayants droit, sont payées aux ressortissants des deux pays contractants, quel que soit l'Etat où ils résident.

TITRE II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 1^{er}

Assurances maladie et tuberculose Maternité Décès

Article 6

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés qui se rendent d'Italie en Belgique ou inversement, bénéficient, ainsi que leurs ayants droit vivant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations de l'assurance maladie en Belgique et des assurances maladie et tuberculose en Italie, pour autant que :

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé ;

2) l'affection se soit déclarée postérieurement à leur entrée sur le territoire de ces pays, à moins que la législation qui leur est applicable à leur nouveau lieu de travail ne prévoiè des conditions plus favorables d'ouverture des droits ;

3) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail, ou justifient de celles exigées par la législation du pays qu'ils ont quitté.

Article 7

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés qui se rendent d'Italie en Belgique ou inversement bénéficient, ainsi que leurs ayants droit vivant sous leur toit dans le pays du nouveau lieu de travail, des prestations de l'assurance maternité de ce pays qui concernent les soins généralement quelconques relatifs à l'accouchement, pour autant que :

1) ils aient effectué dans ce pays un travail salarié ou assimilé ;

2) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de ces prestations au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail ou justifient de celles exigées par la législation du pays qu'ils ont quitté, compte tenu de la période d'immatriculation dans le pays qu'ils quittent et de la période postérieure à leur immatriculation dans le pays de leur nouveau lieu de travail.

Toutefois, les prestations d'assurance maternité sont supportées par l'organisme du régime dont relevait l'assuré à la date présumée de la conception. Ce dernier organisme rembourse à l'organisme de Sécurité sociale du pays du nouveau lieu de travail le montant des dépenses engagées.

Article 8

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés qui se rendent d'Italie en Belgique ou inversement, ouvriront droit à l'indemnité funéraire prévue par la législation du pays du nouveau lieu de travail pour autant que :

1) ils aient effectué dans ce pays, un travail salarié ou assimilé ;

2) ils remplissent les conditions requises pour bénéficier de cette prestation au regard de la législation du pays de leur nouveau lieu de travail ou justifient de celles exigées par la législation du pays qu'ils ont quitté, compte tenu de la période d'immatriculation dans le pays qu'il quittent et de la période postérieure à leur immatriculation dans le pays de leur nouveau lieu de travail.

CHAPITRE 2

Assurance vieillesse Survie

Article 9

Paragraphe 1^{er}

Pour les travailleurs salariés ou assimilés italiens ou belges qui ont été affiliés successivement ou alternativement dans les deux pays contractants à un ou plusieurs régimes d'assurance vieillesse ou d'assurance survie, les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu desdits régimes, sont totalisées, à la condition qu'elles ne se superposent pas, tant en vue de la détermination du droit aux prestations, qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Toutefois pour l'application des dispositions de l'alinéa précédent, sont seules reconnues équivalentes à des périodes d'assurance, les périodes pendant lesquelles l'intéressé a cessé le travail pour cause de maladie, d'invalidité, d'accident de travail ou de chômage involontaire.

Toute période reconnue équivalente à une période d'assurance n'est prise en compte que par l'organisme du pays où l'intéressé a travaillé en dernier lieu avant la période en cause.

Paragraphe 2

Lorsque la législation de l'un des pays contractants subordonne l'octroi de certains avantages à la condition que les périodes aient été accomplies dans une profession soumise à un régime spécial d'assurance, ne sont totalisées, pour l'admission au bénéfice de ces avantages, que les périodes accomplies sous le ou les régimes spéciaux correspondants de l'autre pays. Si, dans l'un des deux pays contractants, il n'existe pas, pour la profession, de régime spécial, les périodes d'assurance accomplies dans la dite profession sous l'un des régimes visés au paragraphe 1^{er} ci-dessus sont néanmoins totalisées.

En l'absence en Italie de régime spécial sur la retraite des ouvriers mineurs pourront seuls être totalisés avec les périodes accomplies sous le régime spécial belge, les services effectués dans les mines italiennes qui auront pu être déterminés en conformité d'accords techniques à intervenir entre les autorités suprêmes des deux pays.

Sont considérées comme mines, pour l'application de la présente Convention, les exploitations italiennes qui seraient assujetties à la législation spéciale belge si elles étaient situées en Belgique.

Paragraphe 3

Les avantages auxquels un assuré peut prétendre de la part de chacun des organismes intéressés sont déterminés en principe, en réduisant le montant des avantages auquel il aurait droit si la totalité des périodes

visées au paragraphe 1^{er} ci-dessus, avait été effectuée sous le régime correspondant, et ce, au prorata de la durée des périodes effectuées sous ce régime.

Chaque organisme détermine, d'après la législation qui lui est propre et compte tenu de la totalité des périodes d'assurance, sans distinction du pays contractant où elles ont été accomplies, si l'intéressé réunit les conditions requises pour avoir droit aux avantages prévus par cette législation.

Il détermine pour ordre le montant de la prestation en espèces à laquelle l'intéressé aurait droit si toutes les périodes d'assurance totalisées avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation et réduit ce montant au prorata de la durée des périodes accomplies sous la dite législation.

Toutefois, en ce qui concerne les ouvriers mineurs, aucune prestation n'est prise en charge par un organisme lorsque les périodes accomplies sous l'empire de la législation qui le régit n'atteignent pas au total une année comportant le minimum annuel de journées de travail effectif ou de journées assimilées au travail effectif prévu par cette législation.

Article 10

Lorsqu'un assuré, compte tenu de la totalité des périodes visées au paragraphe 1^{er} de l'article 9 ne remplit pas au même moment, les conditions exigées par les législations des deux pays, son droit à pension est établi au regard de chaque législation, au fur et à mesure qu'il remplit ces conditions.

Article 11

Paragraphe 1^{er}

Tout assuré, au moment où s'ouvre son droit à pension peut renoncer au bénéfice des dispositions de l'article 9 de la présente convention. Les avantages auxquels il peut prétendre au titre de chacune des législations nationales sont alors liquidés séparément par les organismes intéressés, indépendamment des périodes d'assurance, ou reconnues équivalentes accomplies dans l'autre pays.

Paragraphe 2

L'assuré a la faculté d'exercer à nouveau une option entre le bénéfice de l'article 9 et celui du présent article lorsqu'il a un intérêt à le faire par suite, soit, d'une modification dans l'une des législations nationales, soit du transfert de sa résidence d'un pays dans l'autre, soit dans le cas prévu à l'article 10, au moment où s'ouvre, pour lui, un nouveau droit à pension au regard de l'une des législations qui lui sont applicables.

Article 12

Les conditions de résidence ou d'insuffisance de ressources, prévues par les législations nationales, restent applicables aux ressortissants de chacun des pays contractants, lorsque, en application de l'article 11, ils ont renoncé au bénéfice des dispositions de l'article 9.

Article 13

Paragraphe 1^{er}

Par dérogation aux dispositions de l'article 9, l'octroi aux ouvriers mineurs de la pension anticipée prévue par la législation belge est réservé aux intéressés qui,

compte tenu de leurs services dans les seules mines de houille belges, remplissent les conditions exigées par la dite législation.

Paragraphe 2

Le droit de cumuler une pension anticipée ou une pension de vieillesse belge au titre d'ouvrier mineur, avec un salaire minier, n'est reconnu dans les conditions et dans les limites fixées par la législation belge, qu'aux intéressés qui continuent à travailler dans les mines de houille belges.

CHAPITRE 3

Assurance invalidité

Article 14

Paragraphe 1^{er}

Pour les travailleurs salariés ou assimilés italiens ou belges qui ont été affiliés successivement ou alternativement dans les deux pays contractants à un ou plusieurs régimes d'assurance invalidité, les périodes d'assurance accomplies sous ces régimes ou les périodes reconnues équivalentes à des périodes d'assurance en vertu des dits régimes, sont totalisées dans les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 9, tant en vue de la détermination du droit aux prestations en espèces ou en nature, qu'en vue du maintien ou du recouvrement de ce droit.

Paragraphe 2

Les prestations en espèces de l'assurance-invalidité sont liquidées conformément aux dispositions de la législation qui était applicable à l'intéressé au moment de la première constatation médicale de la maladie ou de l'accident en ce qui concerne la Belgique et de l'invalidité en ce qui concerne l'Italie et supportées par l'organisme compétent aux termes de cette législation.

Paragraphe 3

Toutefois, l'invalidité qui est constatée moins d'un an après l'arrivée du travailleur dans un pays ne donne lieu à aucune prestation en espèces de la part de ce pays.

Si l'intéressé était soumis antérieurement à un régime d'assurance-invalidité dans l'autre pays, il bénéficie des prestations en espèces prévues par la législation de ce pays et dans les conditions de cette législation.

Ces dispositions ne sont pas applicables si l'invalidité résulte d'un accident.

Article 15

Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 14, les droits aux prestations de l'assurance invalidité des travailleurs qui ont été occupés successivement ou alternativement dans les mines belges et italiennes sont déterminés suivant les règles définies au paragraphe 3 de l'article 9 si, compte tenu de la totalisation, les périodes qu'ils ont accomplies dans ces mines leur ouvrent des droits à prestations au titre du régime spécial belge d'invalidité des ouvriers mineurs et si les périodes d'assurance accomplies dans le pays où la maladie a été constatée atteignent le minimum d'une année prévu au dit paragraphe 3.

Article 16

Lorsque l'assuré, à la date où est survenue la maladie ou l'accident ayant entraîné l'invalidité était occupé dans le pays, autre que celui de l'organisme débiteur, il est tenu compte, pour la détermination du montant de la pension ou de l'indemnité d'invalidité, du salaire accordé dans le pays de l'organisme débiteur, aux travailleurs de la catégorie professionnelle à laquelle l'intéressé appartenait à cette date.

Article 17

Toute pension ou indemnité d'invalidité n'est attribuable qu'à l'expiration de la période pendant laquelle l'intéressé aurait pu prétendre normalement à l'indemnisation primaire de maladie prévue par les législations en cause.

Article 18

Si après suspension ou suppression de la pension ou indemnité d'invalidité, l'assuré recouvre son droit, le service des prestations est repris par l'organisme débiteur de la pension ou indemnité primitivement accordée, lorsque l'état d'invalidité est imputable à la maladie ou à l'accident qui avait motivé l'attribution de cette pension ou indemnité.

Article 19

Les autorités administratives suprêmes des pays contractants régleront de commun accord les modalités suivant lesquelles se feront les expertises médicales et le contrôle administratif des invalides.

CHAPITRE 4

Allocations familiales

Article 20

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés ressortissant de l'un de deux pays contractants, qui sont occupés dans l'autre pays et dont les enfants sont élevés dans le pays d'origine ont droit aux allocations familiales proprement dites.

Ces allocations familiales sont accordées aux taux du barème général ordinaire à l'exclusion de toute allocation familiale spéciale ou majorée, résultant de l'une ou l'autre législation, pour les enfants propres du travailleur, pour les enfants propres de son conjoint et pour les enfants communs des conjoints et ce pendant les périodes d'occupation effective au travail et les périodes assimilées par les législations respectives; elles ne sont plus accordées après le décès du travailleur ou après son départ du pays où il était occupé.

Article 21

Si la législation nationale subordonne l'ouverture du droit aux allocations familiales, dont il est question à l'article précédent, à l'accomplissement de périodes de travail ou assimilées, il est tenu compte des périodes effectuées tant dans l'un que dans l'autre pays.

Article 22

Les autorités administratives suprêmes des deux pays contractants pourront arrêter, de commun accord, les mesures nécessaires pour assurer l'échange immédiat des sommes à verser aux travailleurs intéressés au titre d'allocations familiales.

CHAPITRE 5

Accidents du travail

Article 23

Ne sont pas opposables aux ressortissants de l'un des pays contractants, en tant qu'elles visent les indemnités, allocations, rentes ou capitaux payés au titre de réparation, les dispositions contenues dans la législation de l'autre pays qui restreignent les droits des étrangers, ou opposent à ceux-ci des déchéances en raison du lieu de leur résidence.

Article 24

Tout accident du travail survenu à un travailleur belge en Italie ou à un travailleur italien en Belgique et qui a occasionné ou qui est de nature à occasionner soit la mort, soit une incapacité permanente, totale ou partielle, doit être notifié par l'employeur aux autorités consulaires locales du pays auquel ressortit l'accidenté.

Cette notification sera faite par l'employeur dans les mêmes délais que ceux prévus pour la déclaration de l'accident aux autorités ou organismes compétents en vertu de la législation nationale. Elle sera accompagnée d'une copie, suivant le cas, des documents relatifs à cette déclaration et du certificat médical ou du rapport d'enquête.

CHAPITRE 6

Maladies professionnelles

Article 25

Les demandes en réparation de dommages résultant de maladies professionnelles seront, lorsque l'intéressé réside dans le pays autre que celui qui est présumé devoir assumer la charge des prestations, reçues par l'organisme d'assurance correspondant de l'autre pays; elles doivent être introduites dans les délais prévus par la législation du pays présumé débiteur et être établis par l'organisme qui a reçu la demande dans les formes exigées par la législation de ce pays.

Article 26

Les organismes nationaux d'assurance des deux pays contractants se prêteront mutuellement assistance pour procéder aux expertises médicales et pour assurer le contrôle médical et administratif des intéressés. L'organisme débiteur assurera les prestations en espèces ou en nature au bénéficiaire résidant dans l'autre pays, à l'intervention de l'organisme d'assurance de ce dernier. Le remboursement de ces prestations se fera suivant des modalités qui seront arrêtées, de commun accord entre les organismes intéressés, avec l'approbation des autorités administratives suprêmes des deux pays.

Article 27

Si un assuré, qui a obtenu réparation d'une maladie professionnelle dans l'un des pays contractants, fait valoir, pour la même maladie, des droits à réparation dans l'autre pays, le service des prestations reste à charge de l'organisme d'assurance du premier pays.

CHAPITRE 7

Soutien des chômeurs involontaires

Article 28

Les travailleurs salariés ou assimilés aux salariés qui se rendent d'Italie en Belgique ou inversement, bénéficient dans le pays de leur nouveau lieu de travail de la législation relative au soutien des chômeurs involontaires, pour autant qu'ils remplissent les conditions de stage requises par la législation du pays de leur nouveau lieu de travail ou justifient de celles exigées par la législation du pays qu'ils ont quitté.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DIVERSES

CHAPITRE 1

Entr'aide administrative

Article 29

Paragraphe 1^{er}

Les autorités, ainsi que les organismes de sécurité sociale des deux pays contractants, se prêtent mutuellement leurs bons offices, dans la même mesure que s'il s'agissait de l'application de leurs propres régimes de sécurité sociale et correspondent directement entre eux à cet effet.

Paragraphe 2

Ces autorités et organismes peuvent, subsidiairement, recourir, dans le même but, à l'intervention des autorités diplomatiques ou consulaires de l'autre pays.

Paragraphe 3

Les autorités diplomatiques et consulaires de l'un des pays contractants sont autorisées à intervenir directement auprès des autorités et organismes de sécurité sociale de l'autre pays en vue de recueillir tous renseignements utiles pour la défense des intérêts de leurs compatriotes.

Article 30

Paragraphe 1^{er}

Le bénéfice des exemptions de droits d'enregistrement de greffe, de timbre et de taxes consulaires prévues par la législation de l'un des pays contractants pour les pièces à produire aux administrations ou organismes de sécurité sociale de ce pays est étendu aux pièces correspondants à produire pour l'application de la présente convention, aux administrations ou organismes de sécurité sociale de l'autre pays.

Paragraphe 2

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente Convention sont dispensés du visa de législation des autorités diplomatiques et consulaires.

Article 31

Les communications adressées, pour l'application de la présente Convention, par les bénéficiaires de cette Convention aux organismes, autorités et juridictions

de l'un des pays contractants compétents en matière de sécurité sociale seront rédigées dans l'une des langues officielles de l'un ou de l'autre pays.

Article 32

Les demandes et les recours qui devraient être introduits dans un délai déterminé auprès d'une autorité ou d'un organisme d'un des pays contractants compétent pour recevoir des demandes ou des recours en matière de sécurité sociale, sont considérés comme recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité ou d'un organisme correspondant de l'autre pays. Dans ce cas, cette dernière autorité ou ce dernier organisme devra transmettre, sans retard ces demandes ou ces recours à l'organisme compétent.

Article 33

Paragraphe 1^{er}

Les autorités administratives suprêmes des Pays contractants arrêteront directement les mesures de détail pour l'exécution de la présente Convention, en tant que ces mesures nécessitent une entente entre elles.

Les mêmes autorités administratives se communiqueront en temps utile les modifications survenues dans la législation ou la réglementation de leur pays concernant les régimes énumérés à l'article 2.

Paragraphe 2

Les autorités ou services compétents de chacun des pays contractants se communiqueront les autres dispositions prises en vue de l'exécution de la présente Convention à l'intérieur de leur propre pays.

Article 34

Sont considérées, dans chacun des pays contractants comme autorités administratives suprêmes au sens de la présente Convention, les Ministres qui ont, chacun en ce qui le concerne, les régimes énumérés à l'article 2 dans leurs attributions.

CHAPITRE 2

Dispositions diverses

Article 35

Paragraphe 1^{er}

Les organismes débiteurs de prestations sociales pourront, dans le cas où le bénéficiaire réside dans l'autre pays contractant où y transfère sa résidence, charger l'organisme compétent de ce pays du service des prestations, dans les conditions qui seront fixées par ententes directes entre les organismes intéressés, notamment en ce qui concerne les modalités des règlements de comptes: ces ententes devront être approuvées par les autorités administratives suprêmes des pays contractants.

Paragraphe 2

Les organismes débiteurs de prestations sociales en vertu de la présente Convention s'en libéreront valablement dans la monnaie de leur pays.

Au cas où des dispositions seraient arrêtées dans l'un ou dans l'autre des deux pays contractants, en vue de soumettre à des restrictions le commerce des devises, des mesures seraient prises aussitôt, d'accord entre les autorités administratives suprêmes des deux pays, pour assurer, conformément aux dispositions de la présente Convention, les transferts des sommes dues de part et d'autre.

Article 36.

L'institution d'assurance débitrice de rentes ou pensions, dont le montant mensuel est inférieur à une somme déterminée de commun accord entre les autorités administratives suprêmes des deux pays, par simple échange de notes, peut payer les dites rentes ou pensions, trimestriellement, semestriellement ou annuellement.

Elle peut également racheter, moyennant le paiement d'une somme représentant leur valeur en capital, les rentes ou pensions dont le montant mensuel est inférieur à une somme fixée comme prévu ci-dessus.

Article 37

Il n'est pas dérogé aux règles prévues par les régimes visés à l'article 2 pour les conditions de la participation des assurés aux élections auxquelles donne lieu le fonctionnement de la sécurité sociale.

Article 38

Les formalités que les dispositions légales ou réglementaires de l'un des Pays contractants pourraient prévoir pour le service, en dehors de son territoire, des prestations dispensées par ses organismes de sécurité sociale, s'appliqueront également, dans les mêmes conditions qu'aux nationaux, aux personnes admises au bénéfice de ces prestations en vertu de la présente Convention.

Article 39

Paragraphe 1^{er}

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente Convention seront réglées, d'un commun accord, par les autorités administratives suprêmes des pays contractants.

Paragraphe 2

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie à une solution, le différent devra être réglé suivant une procédure d'arbitrage organisée par un arrangement à intervenir entre les deux Gouvernements. L'organe arbitral devra résoudre le différent selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

Article 40

Paragraphe 1^{er}

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Bruxelles aussitôt que possible.

Paragraphe 2

Elle entrera en vigueur le premier du mois qui suivra l'échange des ratifications.

Paragraphe 3

Les prestations dont le service avait été suspendu ou qui n'avaient pu être attribuées en application des

dispositions en vigueur dans un des pays contractants seront servies à partir du premier jour du mois qui suit la mise en vigueur de la présente Convention.

Paragraphe 4

Pour l'application de la présente Convention, il doit être tenu compte des périodes d'assurance antérieures à son entrée en vigueur, dans la même mesure que l'on en aurait tenu compte au cas où la présente Convention aurait été en vigueur au cours de leur accomplissement.

Paragraphe 5

Des accords techniques fixeront les conditions et modalités suivant lesquelles les droits antérieurement liquidés, ainsi que ceux qui ont été rétablis ou liquidés en application du paragraphe 3 précédent, devront être révisés en vue d'en rendre la liquidation conforme aux stipulations de la présente Convention ou desdits accords. Si les droits antérieurement liquidés ont fait l'objet d'un règlement en capital, il n'y a pas lieu à révision.

Article 41

Paragraphe 1^{er}

La présente Convention est conclue pour une durée d'une année. Elle sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation qui devra être notifiée trois mois avant l'expiration du terme.

Paragraphe 2

En cas de dénonciations, les stipulations de la présente Convention resteront applicables aux droits acquis, nonobstant les dispositions restrictives que les régimes intéressés prévoieraient pour les cas du séjour à l'étranger d'un assuré.

Paragraphe 3

En ce qui concerne les droits en cours d'acquisition afférents aux périodes d'assurances accomplies antérieurement à la date à laquelle la présente Convention cessera d'être en vigueur, les stipulations de cette convention resteront d'applicables dans les conditions qui devront être prévues par des accords complémentaires.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 30 avril 1948.

Pour l'Italie

AMINTORE FANFANI
PASQUALE DIANA

Pour la Belgique

P. N. SPAAK
LEON ELI TROCKET

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Recommandation en matière de maladie et d'accidents du travail

Les Hautes Parties Contractantes, soucieuses de la situation des travailleurs malades ou accidentés, dont l'état de santé ne nécessite pas obligatoirement le séjour dans le pays débiteur des prestations sociales et qui,

de ce fait auraient été autorisés à transférer leur résidence dans l'autre pays, recommanderont à l'employeur ou à l'organisme d'assurance du pays débiteur de charger du soin des prestations en nature l'organisme d'assurance correspondant de l'autre pays; ces prestations seront, dans ce cas, remboursées sur pièces, jusqu'à concurrence des obligations résultant de la législation nationale du pays débiteur.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 30 avril 1948.

Pour l'Italie
AMINTORE FANFANI
PASQUALE DIANA

Pour la Belgique
P. N. SPAAK
LEON ELI TROCLET

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LEGGE 18 giugno 1949, n. 385.

Ratifica ed esecuzione del Trattato di amicizia, commercio e navigazione, del Protocollo di firma, del Protocollo addizionale e dello scambio di Note conclusi a Roma, fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, il 2 febbraio 1948.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare e il Governo a dare piena ed intera esecuzione ai seguenti Accordi conclusi a Roma fra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, il 2 febbraio 1948:

- a) Trattato di amicizia, commercio e navigazione;
- b) Protocollo di firma;
- c) Protocollo addizionale;
- d) Scambio di Note.

Art. 2.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 giugno 1949.

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA —
GRASSI — SCELEBA —
PELLA — VANONI —
LOMBARDO — PACCIARDI
— SARAGAT — BERTONE
— FANFANI

Visto, il Guardasigilli GRASSI

Trattato di amicizia, commercio e navigazione fra la Repubblica italiana e gli Stati Uniti d'America

La Repubblica Italiana e gli Stati Uniti d'America, desiderando rafforzare i rapporti pacifici ed i vincoli di tradizionale amicizia tra i due Paesi e promuovere relazioni più strette tra i loro rispettivi territori mediante disposizioni corrispondenti alle aspirazioni spirituali, culturali, economiche e commerciali dei loro popoli, hanno deciso di concludere un Trattato di amicizia, commercio e navigazione basato in generale ed in modo incondizionato sui principi del trattamento nazionale e di quello della nazione più favorita e per questi scopi hanno designato come rispettivi Plenipotenziari,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA:
l'Onorevole CARLO SFORZA, *Ministro Segretario di Stato per gli Affari Esteri*, e,

IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI D'AMERICA:
il Signor JAMES CLEMENT DUNN, *Ambasciatore Straordinario e Plenipotenziario degli Stati Uniti d'America presso la Repubblica Italiana*

I quali, avendo notificato l'un l'altro i loro pieni poteri ed avendoli trovati nelle forme dovute, hanno concordato sui seguenti articoli:

Articolo I

1. I cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà di entrare nei territori dell'altra Alta Parte Contraente e di risiedere e viaggiare liberamente in detti territori.

2. I cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà di esercitare i seguenti diritti e privilegi nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, senza alcuna interferenza ed in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti, a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate attualmente o che saranno accordate in avvenire ai cittadini di detta altra Alta Parte Contraente:

a) svolgere attività commerciali, industriali, di trasformazione, finanziarie, scientifiche, educative, religiose, filantropiche e attività professionali, eccettuato l'esercizio della professione legale;

b) acquistare, possedere, costruire o prendere in affitto ed occupare edifici appropriati, e prendere in affitto terreni adatti, per uso di abitazione o commerciale, industriale, di trasformazione, finanziario, professionale, scientifico, educativo, religioso, filantropico e mortuario;

c) impiegare agenti e dipendenti di loro scelta, prescindendo dalla loro nazionalità;

d) fare qualunque cosa inerente o necessaria al godimento dei predetti diritti o privilegi.

3. I cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente, inoltre, non riceveranno in alcun caso, relativamente alle materie di cui ai paragrafi 1 e 2 di questo Articolo, un trattamento meno favorevole di quello che sia o possa essere accordato in avvenire ai cittadini di qualsiasi terzo Paese.

4. Le disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo non saranno interpretate nel senso di impedire a ciascuna Alta Parte Contraente l'esercizio di una ragionevole sorveglianza sui movimenti e sul soggiorno di

stranieri entro i propri territori nè di impedire l'applicazione di misure di esclusione o di espulsione di stranieri per motivi d'ordine pubblico, moralità, sanità o sicurezza.

Articolo II

1. L'espressione « persone giuridiche ed associazioni » usata nel presente Trattato significherà le persone giuridiche, le società commerciali e civili e gli altri enti ed associazioni, a responsabilità limitata od illimitata ed a scopo di lucro o meno, che siano stati o possano essere creati od organizzati in avvenire a norma delle leggi e dei regolamenti vigenti.

2. Le persone giuridiche ed associazioni create od organizzate a norma delle leggi e dei regolamenti vigenti nei territori di ciascuna Alta Parte Contraente, saranno considerate persone giuridiche ed associazioni della detta Alta Parte Contraente ed il loro stato giuridico sarà riconosciuto entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente sia che vi abbiano, o meno, sedi, filiali od agenzie permanenti.

3. Le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà di esercitare, nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, senza interferenza, in conformità con le leggi ed i regolamenti vigenti, tutti i diritti e privilegi indicati al paragrafo 2 dell'Articolo I, a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate attualmente o che saranno accordate in avvenire alle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Parte Contraente. La disposizione che precede, come pure tutte le altre disposizioni del presente Trattato, che accordano alle persone giuridiche ed associazioni della Repubblica italiana diritti e privilegi a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate attualmente o che saranno accordate in avvenire alle persone giuridiche ed associazioni degli Stati Uniti d'America, saranno interpretate nel senso che esse accordano tali diritti e privilegi in qualunque Stato, territorio o possedimento degli Stati Uniti d'America a condizioni non meno favorevoli di quelle alle quali tali diritti e privilegi sono o potranno essere ivi accordati in avvenire alle persone giuridiche od associazioni create od organizzate in altri Stati, territori o possedimenti degli Stati Uniti d'America.

4. In nessun caso, inoltre, le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente riceveranno, relativamente alle materie cui si riferisce il presente Articolo, un trattamento meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire alle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese.

Articolo III

1. I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente godranno nei territori dell'altra Alta Parte Contraente e in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti, diritti e privilegi relativi alla organizzazione di persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente ed alla partecipazione nelle medesime, compresi quelli relativi alla loro formazione e registrazione, nonché all'acquisto, al possesso ed alla vendita di azioni, come pure — nel caso dei cittadini — all'assunzione di cariche direttive ed esecutive, a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate attualmente o che saranno accordate in avvenire ai cittadini ed alle persone giuri-

diche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese. Le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente organizzate da cittadini e da persone giuridiche ed associazioni dell'altra Alta Parte Contraente conformemente ai diritti e privilegi indicati nel presente paragrafo — o nelle quali partecipino cittadini e persone giuridiche ed associazioni dell'altra Alta Parte Contraente — e che siano controllate da detti cittadini e persone giuridiche ed associazioni avranno facoltà di esercitare le funzioni per le quali sono create od organizzate in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti, a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate attualmente o che saranno accordate in avvenire alle persone giuridiche ed associazioni similmente organizzate da cittadini e da persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese — o nelle quali partecipino cittadini e persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese — e che siano controllate dai medesimi.

2. I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà, in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, di organizzare, controllare e dirigere persone giuridiche ed associazioni della detta altra Alta Parte Contraente che svolgano attività commerciali, industriali, di trasformazione, minerarie, educative, filantropiche, religiose e scientifiche. Le persone giuridiche ed associazioni controllate dai cittadini e dalle persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente e create od organizzate in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti nei territori dell'altra Alta Parte Contraente avranno facoltà di svolgervi le predette attività, in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti, a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate attualmente o che saranno accordate in avvenire alle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente controllate dai propri cittadini e dalle proprie persone giuridiche ed associazioni.

Articolo IV

I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà nei territori dell'altra Alta Parte Contraente di eseguire ricerche e di sfruttare le risorse minerarie, in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti, a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate attualmente o che saranno accordate in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese.

Articolo V

1. Saranno costantemente garantite ai cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, protezione e sicurezza per le loro persone e beni ed essi godranno sotto questo riguardo della piena protezione e sicurezza sancite dal diritto internazionale. A tal fine le persone accusate di reati saranno prontamente tradotte in giudizio e godranno tutti i diritti e privilegi accordati o che potranno essere accordati in avvenire dalle leggi e dai regolamenti vigenti; i cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente, finchè saranno detenuti dalle autorità dell'altra Alta Parte Contraente, riceveranno un trattamento ragionevole ed umano. Il termine « cittadini »

usato nel presente paragrafo, in quanto suscettibile di applicazione riguardo ai beni, sarà interpretato in modo da comprendere gli enti e le persone giuridiche ed associazioni.

2. I beni dei cittadini e delle persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente non saranno espropriati entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, senza una debita procedura legale e senza il pronto pagamento di giusto ed effettivo indennizzo. Coloro che riceveranno un siffatto indennizzo avranno facoltà, in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti che non siano incompatibili con il paragrafo 3 dell'art. XVII del presente Trattato di ritirare senza interferenze detto indennizzo ottenendo divise estere nella valuta dell'Alta Parte Contraente cui appartengono detti cittadini o dette persone giuridiche ed associazioni, alle condizioni più favorevoli applicabili a detta valuta al momento dell'esproprio dei beni e con esenzione da ogni tassa od imposta di trasferimento o di rimessa, a condizione che la domanda per la concessione di detta valuta sia fatta entro un anno dal ricevimento dell'indennizzo al quale si riferisce.

3. I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente godranno protezione e sicurezza nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, per quanto riguarda le materie indicate nei paragrafi 1 e 2 del presente Articolo, dietro osservanza delle leggi e dei regolamenti vigenti, non inferiori alla protezione e sicurezza accordate o che potranno essere accordate in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente e non inferiori a quelle accordate o che potranno essere accordate in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese. Inoltre, in tutte le questioni relative al trapasso di imprese dalla proprietà privata alla proprietà pubblica nonché al passaggio di tali imprese sotto il controllo pubblico, le imprese in cui cittadini e persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente abbiano un interesse notevole riceveranno, entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, un trattamento non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire a imprese similari nelle quali cittadini e persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente abbiano un interesse notevole e non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire ad imprese similari nelle quali cittadini e persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese abbiano un interesse notevole.

4. I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente potranno liberamente adire l'autorità giudiziaria ordinaria ed i tribunali ed autorità amministrative entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, in tutti i gradi di giurisdizione stabiliti dalla legge, sia come attori che come convenuti per la tutela dei loro diritti; saranno liberi di scegliere ed impiegare avvocati e rappresentanti per la tutela dei loro diritti, sia come attori che come convenuti, innanzi tali autorità giudiziarie ordinarie e tribunali ed autorità amministrative; e avranno facoltà di esercitare tutti questi diritti e privilegi, in conformità alle leggi ed ai regolamenti vigenti, a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate o che potranno essere accordate in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni dell'altra Alta Parte Contraente e non meno favorevoli di quelle accordate o che potranno es-

sere accordate in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese. Inoltre, le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente che non svolgano attività d'affari o attività senza scopo di lucro entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, avranno facoltà di esercitare i diritti ed i privilegi concessi a tenore della frase precedente senza che venga richiesta alcuna registrazione o altra analoga formalità.

Articolo VI

Le abitazioni, i magazzini, le fabbriche, i negozi ed altri luoghi destinati al disbrigo d'affari nonché tutti i locali ad essi pertinenti, dei cittadini e delle persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente, situati nei territori dell'altra, non saranno soggetti a molestie o ad accessi non consentiti dalla legge. Non saranno effettuate visite o perquisizioni in tali abitazioni, edifici o locali, nè saranno esaminati o sottoposti ad ispezione libri, carte e conti che vi si trovino, salvo che nelle condizioni ed in conformità a procedure non meno favorevoli delle condizioni e delle procedure prescritte per i cittadini e per le persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente a norma delle leggi e dei regolamenti vigenti nei territori della medesima. I cittadini o le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente non saranno in alcun caso trattati, nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, in modo meno favorevole, per quanto riguarda le materie che precedono, dei cittadini o delle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese. Inoltre, qualunque visita, perquisizione, esame od ispezione che possa essere lecita in conformità alla eccezione disposta dal presente Articolo, sarà effettuata, nei confronti degli occupanti di dette abitazioni, edifici o locali o della condotta ordinaria di qualsiasi affare od altra impresa, con il debito riguardo e in maniera da causare il minore disturbo possibile.

Articolo VII

1. I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà di acquistare, possedere e disporre di beni immobili o di altri diritti reali nei territori dell'altra Alta Parte Contraente alle seguenti condizioni:

a) nel caso di cittadini e di persone giuridiche ed associazioni della Repubblica Italiana, il diritto di acquistare, possedere e disporre di tali beni e diritti dipenderà dalle leggi e regolamenti che sono o che potranno essere in vigore in avvenire nello Stato, territorio o possedimento degli Stati Uniti d'America dove sono situati i beni o dove esistono i diritti di cui trattasi e

b) nel caso di cittadini e di persone giuridiche ed associazioni degli Stati Uniti d'America, il diritto di acquistare, possedere e disporre di tali beni e diritti sarà a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate o che potranno essere accordate in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni della Repubblica Italiana dallo Stato, territorio o possedimento degli Stati Uniti d'America nel quale è domiciliato detto cittadino od in conformità delle leggi dello Stato, territorio o possedimento in cui tale persona giuridica ed associazione è creata od organizzata; purchè la Repubblica Italiana non sia tenuta ad accordare

ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni degli Stati Uniti d'America diritti a questo riguardo più ampi di quelli accordati o che potranno essere accordati in avvenire entro i territori di detta Repubblica ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di detta Repubblica.

2. Se si presenti il caso che un cittadino od una persona giuridica ed associazione di ciascuna Alta Parte Contraente, residente o meno nei territori dell'altra Alta Parte Contraente e che ivi svolga o meno attività d'affari o d'altro genere, non possa, a norma delle leggi e dei regolamenti vigenti nei detti territori, ricevere per successione, perchè straniero, quale legatario o quale erede quando trattisi di cittadino, beni immobili ivi situati ed altri diritti reali ivi esistenti, in tal caso al detto cittadino o alla detta persona giuridica ed associazione sarà concesso un termine di tre anni entro il quale vendere o altrimenti disporre di detti beni o diritti reali. Questo termine sarà prorogato in misura ragionevole qualora ciò sia reso necessario dalle circostanze. Il trapasso o l'accettazione di tali beni o diritti reali saranno esenti dal pagamento di ogni imposta di successione o testamentaria di qualsiasi genere o da tributi amministrativi od altri gravami più elevati di quelli applicati attualmente o che saranno applicati in avvenire in casi uguali di cittadini o di persone giuridiche ed associazioni dell'Alta Parte Contraente nel cui territorio sono situati i beni od esistono i diritti reali.

3. I cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente avranno piena facoltà di disporre di beni mobili di qualunque genere entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, per testamento, donazione od altrimenti ed i loro eredi, legatari e donatari, siano essi persone fisiche di qualsiasi nazionalità o persone giuridiche ed associazioni dovunque create od organizzate, residenti o meno entro i territori dell'Alta Parte Contraente ove detti beni sono situati e sia che vi svolgano o meno attività d'affari, succederanno nei detti beni ed avranno facoltà di prenderne possesso, sia personalmente sia a mezzo di propri rappresentanti, e di conservarli o di disporne a loro piacere. Questi atti di disposizione, la successione e la conservazione dei beni saranno soggetti alle norme dell'Articolo IX e saranno esenti da qualsiasi altro gravame più elevato e da qualsiasi restrizione più onerosa di quelli applicabili in casi uguali ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente. I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà di succedere quali eredi, legatari e donatori di beni mobili di qualunque genere entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, lasciati o donati ad essi da cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente o da cittadini di qualsiasi terzo Paese e potranno prenderne possesso sia personalmente sia a mezzo di propri rappresentanti, e conservarli o disporne a loro piacere. Questi atti di disposizione, la successione e la conservazione dei beni saranno soggetti alle norme dell'Articolo IX e saranno esenti da qualsiasi altro gravame e da qualsiasi restrizione, diversi o più elevati di quelli applicabili in casi uguali di cittadini e di persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente. Nessuna disposizione del presente paragrafo sarà interpretata in modo da aver effetto sulle leggi e regolamenti di ciascuna Alta Parte Contraente che vietino o restringano la proprietà diretta o indiretta da parte di persone fisiche, persone

giuridiche ed associazioni di nazionalità straniera di quote sociali o titoli di debito di persone giuridiche ed associazioni della detta Alta Parte Contraente che svolgano determinate attività.

4. Rispetto a tutte le materie connesse coll'acquisto, proprietà, locazione, possesso o disposizione di beni mobili, i cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente, subordinatamente alla eccezione di cui al paragrafo 3 dell'Articolo IX, riceveranno un trattamento non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese.

Articolo VIII

I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente godranno nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, tutti i diritti e privilegi di qualsiasi specie relativamente ai brevetti, alle marche di fabbrica, alle etichette commerciali, alle denominazioni commerciali e ad altre forme di proprietà industriale, purchè si conformino alle leggi ed ai regolamenti riguardanti la registrazione ed altre formalità, a condizioni non meno favorevoli di quelle accordate o che potranno essere accordate in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente e con trattamento non meno favorevole di quello accordato attualmente o che sarà accordato in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese.

Articolo IX

1. I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente non saranno soggetti al pagamento di tributi, diritti od oneri interni imposti sul o applicati al reddito, al capitale, alle operazioni, alle attività od a qualsiasi altro oggetto, nonchè alle prescrizioni relative alla loro applicazione e riscossione nei territori dell'altra Alta Parte Contraente che siano:

a) più onerosi di quelli sopportati dai cittadini, dai residenti e dalle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese;

b) più onerosi di quelli sopportati dai cittadini e dalle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente quando trattisi di persone fisiche che abbiano residenza o svolgano attività di affari nei territori di detta altra Alta Parte Contraente e quando trattisi di persone giuridiche ed associazioni che vi svolgano attività di affari o siano organizzate e funzionino esclusivamente per scopi scientifici, educativi, religiosi o filantropici.

2. Nel caso di persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente che svolgano attività di affari nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, e nel caso di cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente che svolgano attività di affari nei territori dell'altra Alta Parte Contraente ma non vi risiedano, detta altra Alta Parte Contraente non imporrà od applicherà qualsiasi tributo, diritto od onere interni su qualsiasi reddito, capitale o altro cespite, in misura eccedente l'aliquota ragionevolmente attribuibile o imputabile ai propri territori, nè concederà deduzioni o esenzioni inferiori a quelle ragionevolmente attribuibili o imputabili

ai propri territori. Si applicherà anche un criterio simile nel caso di persone giuridiche ed associazioni organizzate e funzionanti esclusivamente per scopi scientifici, educativi, religiosi o filantropici.

3. Nonostante le disposizioni del paragrafo 1 del presente Articolo, ciascuna Alta Parte Contraente si riserva il diritto di: (a) estendere specifici vantaggi, per quanto concerne tributi, diritti ed oneri, ai cittadini, ai residenti e alle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi Paese straniero sulla base della reciprocità; (b) accordare ai cittadini, ai residenti e alle persone giuridiche ed associazioni di un terzo Paese speciali vantaggi in virtù di un accordo con tale Paese per evitare la doppia imposizione o per la mutua protezione delle pubbliche entrate; e (c) accordare ai propri cittadini ed ai residenti dei Paesi contigui esenzioni di natura personale più favorevoli di quelle accordate ad altre persone non residenti.

Articolo X

Ai viaggiatori di commercio che rappresentino cittadini o persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente che svolgano attività di affari nell'ambito dei propri territori, sarà accordato al loro ingresso, durante il loro soggiorno nei territori dell'altra Alta Parte Contraente ed alla loro uscita dai medesimi, un trattamento non meno favorevole di quello accordato attualmente o che sarà accordato in avvenire ai viaggiatori di commercio di qualsiasi terzo Paese per quanto riguarda diritti doganali ed altri diritti e privilegi e, subordinatamente alle eccezioni di cui al paragrafo 3 dell'Articolo IX, per quanto riguarda tutti i tributi ed oneri applicabili a loro stessi od ai loro campioni.

Articolo XI

1. I cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente godranno nei territori dell'altra Alta Parte Contraente libertà di coscienza e libertà di culto e potranno, sia individualmente che collettivamente od in istituzioni od associazioni religiose, e senza fastidi o molestie di qualsiasi genere a causa delle loro credenze religiose, celebrare funzioni sia nelle loro case, sia in qualunque altro edificio adatto, purchè le loro dottrine o le loro pratiche non siano contrarie alla pubblica morale od all'ordine pubblico.

2. Le Alte Parti Contraenti dichiarano di aderire ai principi della libertà di stampa e del libero scambio di informazioni. A questo fine, i cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente avranno il diritto, nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, di dedicarsi ad attività quali la redazione, la comunicazione e la raccolta di informazioni destinate ad essere diffuse tra il pubblico, e godranno libertà di trasmettere materiale destinato all'estero per la diffusione a mezzo della stampa, radio, cinema ed altri mezzi.

I cittadini e le persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente godranno libertà di pubblicazione nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, conformemente alle leggi ed ai regolamenti vigenti, alle stesse condizioni dei cittadini o delle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente. Il termine « informazioni » usato nel presente

paragrafo comprenderà qualsiasi forma di comunicazioni scritte, di stampati, di pellicole cinematografiche, di dischi fonografici e di fotografie.

3. I cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà di seppellire i loro morti nei territori dell'altra Alta Parte Contraente conformemente alle loro pratiche religiose, in luoghi adatti e convenienti che siano o possano essere in avvenire adibiti e mantenuti a tale scopo purchè siano osservate le leggi ed i regolamenti mortuari e sanitari vigenti.

Articolo XII

1. Ai cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente, indipendentemente dalla loro nazionalità straniera o dal luogo di residenza, saranno accordati diritti e privilegi non meno favorevoli di quelli accordati ai cittadini dell'altra Alta Parte Contraente, a norma delle leggi e dei regolamenti vigenti nei territori della detta altra Alta Parte Contraente che: (a) stabiliscano una responsabilità civile per lesioni o morte e che diano diritto di azione alla persona lesa od ai parenti, eredi, persone a carico o rappresentanti personali, a seconda dei casi, di una persona lesa o deceduta, o che (b) concedano ad un salariato od a qualsiasi persona che riceva compensi, commissioni od altra remunerazione, od ai suoi parenti, eredi o persone a carico, a seconda dei casi, un diritto di azione od un indennizzo pecuniario od altro beneficio o prestazione per malattia professionale, lesioni o morte causati dall'impiego e verificatisi durante lo stesso oppure dovuti alla natura dell'impiego.

2. Oltre ai diritti e privilegi disposti al paragrafo 1 del presente Articolo, saranno accordati ai cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente, entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, a condizioni non meno favorevoli di quelle che si applicano ai cittadini di detta altra Alta Parte Contraente, i benefici concessi da leggi e regolamenti che istituiscono sistemi di assicurazione obbligatoria in base ai quali vengono pagati benefici senza compiere un'indagine sulla necessità economica individuale:

a) contro perdita di salari o di altra retribuzione, dovuta a vecchiaia, disoccupazione o malattia od altra invalidità; oppure

b) contro perdita di sostegno pecuniario, dovuta alla morte del padre, del marito o di altra persona da cui dipendeva detto sostegno.

Articolo XIII

1. I cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente saranno dispensati, eccetto quanto diversamente disposto dal paragrafo 2 del presente Articolo, dall'addestramento o servizio obbligatorio nelle Forze Armate dell'altra Alta Parte Contraente, e saranno parimente esenti da tutti i contributi in danaro od in natura imposti in sostituzione di detto addestramento o servizio.

2. Le esenzioni di cui al paragrafo 1 del presente Articolo non saranno applicabili durante qualsiasi periodo di tempo in cui entrambe le Alte Parti Contraenti, con azioni armate in connessione con le quali si ricorra al servizio generale obbligatorio: (a) prendano contro lo stesso terzo Paese o Paesi misure in adempimento di obblighi per il mantenimento della pace o della sicurezza internazionale, oppure (b) condiscano contemporaneamente ostilità contro lo stesso terzo Paese o Paesi.

In tale eventualità, comunque, i cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente che si trovino nei territori dell'altra Alta Parte Contraente e che non abbiano dichiarato la loro intenzione di acquistare la cittadinanza di detta altra Alta Parte Contraente, saranno dispensati dal servizio nelle Forze Armate di detta altra Alta Parte Contraente purchè entro un ragionevole periodo di tempo essi scelgano, in vece di detto servizio, di entrare nelle Forze Armate dell'Alta Parte Contraente di cui sono cittadini. In ogni situazione del genere le Alte Parti Contraenti adotteranno le misure necessarie per dare esecuzione alle disposizioni del presente paragrafo.

Articolo XIV

1. In tutte le questioni che si riferiscono: (a) a diritti doganali ed oneri sussidiari di ogni specie imposti su importazioni od esportazioni nonchè ai metodi di applicazione di detti diritti ed oneri; (b) alle norme, alle formalità ed agli oneri imposti in relazione allo sdoganamento di prodotti, e (c) alla tassazione, alla vendita, alla distribuzione od all'impiego nel Paese di prodotti importati e di prodotti destinati all'esportazione, ciascuna Alta Parte Contraente accorderà ai prodotti naturali, coltivati o manufatti dell'altra Alta Parte Contraente, da qualunque luogo giungano, od ai prodotti destinati all'esportazione verso i territori di essa, per qualsiasi via, un trattamento non meno favorevole di quello accordato attualmente o che sarà accordato in avvenire ad uguali prodotti naturali, coltivati o manufatti di qualsiasi terzo Paese o destinati ad esso.

2. Per quanto riguarda le materie di cui al paragrafo 1 del presente Articolo, ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente sarà accordato, entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, un trattamento non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente; e per quanto concerne tali questioni, ai cittadini, alle persone giuridiche ed associazioni, alle navi ed ai carichi di ciascuna Alta Parte Contraente sarà accordato, nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, un trattamento non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire ai cittadini, alle persone giuridiche ed associazioni, alle navi ed ai carichi di qualsiasi terzo Paese.

3. Non potranno essere imposti da nessuna delle due Alte Parti Contraenti divieti o restrizioni di qualsiasi genere relativi all'importazione, alla vendita, alla distribuzione od all'impiego di qualunque prodotto naturale, coltivato o manufatto dall'altra Alta Parte Contraente od all'esportazione di qualsiasi prodotto destinato ai territori della medesima, a meno che l'importazione, la vendita, la distribuzione o l'impiego di uguali prodotti naturali, coltivati o manufatti di ogni terzo Paese, oppure, rispettivamente, l'esportazione di uguali prodotti verso ogni terzo Paese, sia del pari proibita o soggetta a restrizioni.

4. Qualora una delle due Alte Parti Contraenti imponga qualsiasi controllo quantitativo, mediante contingenti, licenze od altre misure, sull'importazione o sull'esportazione di qualsiasi prodotto, o sulla vendita, distribuzione od impiego di qualsiasi prodotto importato, renderà di pubblica ragione, quale norma gene-

rale, la quantità od il valore globali di detto prodotto ammesso alla importazione, all'esportazione, alla vendita, alla distribuzione od all'impiego durante un periodo di tempo determinato, come pure qualsiasi variazione della detta quantità o del detto valore. Inoltre, qualora una delle due Alte Parti Contraenti assegni a qualsiasi terzo Paese una quota della quantità o del valore globali di qualsiasi prodotto per il quale l'altra Alta Parte Contraente abbia un considerevole interesse, assegnerà, come norma generale, a detta altra Parte Contraente una quota di tale quantità o valore globali su una base proporzionale alla quantità od al valore globali forniti dai territori della stessa, o, nel caso di esportazione, su una base proporzionale alla quantità od al valore globali esportati verso i territori di detta altra Alta Parte Contraente, durante un precedente periodo di tempo rappresentativo, tenendo conto per quanto possibile di ogni fattore speciale che possa aver influito od influisca sul commercio del prodotto di cui si tratta. Le disposizioni del presente paragrafo, relative ai prodotti importati, si applicheranno anche per quanto riguarda la quantità od il valore di qualsiasi prodotto di cui sia ammessa l'importazione in esenzione da dazi o tributi, o che sia soggetto a diritti doganali o tributi inferiori a quelli applicabili sulle importazioni eccedenti la predetta quantità o valore.

5. Qualora una delle due Alte Parti Contraenti richieda la prova documentale dell'origine dei prodotti importati, le prescrizioni al riguardo saranno ragionevoli e non saranno tali da costituire nei confronti del commercio indiretto un intralcio non necessario.

Articolo XV

1. Le leggi, i regolamenti delle autorità amministrative e le decisioni delle autorità amministrative o giudiziarie di ciascuna Alta Parte Contraente che siano di applicazione generale e che si riferiscano alla classificazione doganale dei prodotti od ai diritti daziari, saranno pubblicati sollecitamente in modo tale da mettere i commercianti in grado di venirne a conoscenza. Tali leggi, regolamenti e decisioni saranno applicati in modo uniforme in tutti i porti di ciascuna Alta Parte Contraente, salvo quanto altrimenti disposto specificamente nella legislazione degli Stati Uniti d'America per quanto riguarda l'importazione di prodotti nei propri territori e possedimenti insulari.

2. Nessuna disposizione amministrativa degli Stati Uniti d'America che stabilisca l'aumento di diritti daziari od altri oneri applicabili con sistema stabile ed uniforme alle importazioni originarie dei territori della Repubblica Italiana, o che imponga qualsiasi altro nuovo requisito rispetto a dette importazioni, sarà, come regola generale, applicata a prodotti naturali, coltivati o manufatti della Repubblica Italiana che si trovino già in viaggio alla data di pubblicazione della disposizione suddetta a norma del precedente paragrafo; reciprocamente nessuna disposizione amministrativa della Repubblica Italiana che stabilisca l'aumento di diritti daziari od altri oneri applicabili con sistema stabile ed uniforme alle importazioni originarie dei territori degli Stati Uniti d'America, o che imponga qualsiasi altro nuovo requisito rispetto a dette importazioni, sarà, come regola generale, applicata a prodotti naturali, coltivati o manufatti degli Stati Uniti d'America che si trovino già in viaggio alla data di pubblicazione del-

la disposizione suddetta a norma del precedente paragrafo. Tuttavia, se una delle due Alte Parti Contraenti normalmente esonera da tali nuove o maggiorate obbligazioni i prodotti importati per il consumo o ritirati dai magazzini per il consumo entro un periodo di tempo di trenta giorni dalla data della predetta pubblicazione, s'intenderà con questa prassi pienamente soddisfatto da parte di detta Alta Parte Contraente il disposto del presente paragrafo. Le disposizioni del presente paragrafo non si applicheranno a provvedimenti amministrativi che impongano dazi anti-dumping o compensativi o che si riferiscano a regolamenti per la protezione della vita e della sanità umana, animale o vegetale o che si riferiscano alla sicurezza pubblica o che diano esecuzione a decisioni giudiziarie.

3. Ciascuna Alta Parte Contraente provvederà ad istituire una procedura amministrativa o giudiziaria a norma della quale i cittadini e le persone giuridiche ed associazioni dell'altra Alta Parte Contraente nonché gli importatori di prodotti naturali, coltivati o manufatti di detta altra Alta Parte Contraente, avranno facoltà di appellarsi contro le multe e penalità ad essi imposte dalle Autorità doganali, contro le confische eseguite dalle dette autorità e contro le decisioni delle stesse su questioni di classificazione doganale e di valutazione di prodotti a scopo doganale. Nel caso di errori che siano manifestamente dovuti a sviste materiali nella compilazione della documentazione o rispetto ai quali possa essere provata la buona fede, nessuna delle due Alte Parti Contraenti imporrà penalità che superino un importo puramente nominale quando si tratti di qualsiasi importazione da parte di cittadini o di persone giuridiche ed associazioni dell'altra Alta Parte Contraente o quando si tratti della importazione di prodotti naturali, coltivati o manufatti dell'altra Alta Parte Contraente.

4. Ciascuna Alta Parte Contraente esaminerà benevolmente quelle osservazioni che potranno essere fatte dall'altra Alta Parte Contraente riguardo al funzionamento od all'applicazione di divieti o restrizioni all'importazione od esportazione, di contingentamenti, di regolamenti o formalità doganali, oppure di leggi o regolamenti sanitari per la protezione della vita o della sanità umana, animale o vegetale.

Articolo XVI

1. Ai prodotti naturali, coltivati o manufatti di ciascuna Alta Parte Contraente, importati nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, sarà accordato, rispetto a tutte le materie che riguardano i tributi interni, o la vendita, la distribuzione o l'uso entro tali territori, un trattamento non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire a prodotti uguali di origine nazionale.

2. Alle merci, siano esse prodotti naturali, coltivati o manufatti, prodotte in tutto od in parte entro i territori di una delle due Alte Parti Contraenti da cittadini e da persone giuridiche ed associazioni dell'altra Alta Parte Contraente — oppure da persone giuridiche ed associazioni dell'Alta Parte Contraente nei cui territori avviene la produzione, le quali siano controllate da cittadini e da persone giuridiche ed associazioni dell'altra Alta Parte Contraente —, sarà accordato entro i detti territori, rispetto a tutte le materie relative ai tributi interni od alla vendita, distribuzione od uso in

tali territori o alla esportazione dai medesimi, un trattamento non meno favorevole di quello accordato attualmente o che sarà accordato in avvenire a merci ivi prodotte in tutto od in parte da cittadini e da persone giuridiche ed associazioni dell'Alta Parte Contraente nei cui territori avviene la produzione oppure da persone giuridiche ed associazioni di detta Alta Parte Contraente le quali siano controllate da propri cittadini o da proprie persone giuridiche ed associazioni. Le merci specificate nella frase precedente non riceveranno in alcun caso un trattamento meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire a merci uguali (prodotti naturali, coltivati o manufatti) prodotte in tutto od in parte da cittadini e da persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese oppure da persone giuridiche ed associazioni controllate da tali cittadini o da tali persone giuridiche ed associazioni.

3. In tutte le materie relative a premi di esportazione, alla restituzione di diritti doganali ed alla custodia in magazzino di prodotti destinati all'esportazione sarà accordato ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente, entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, un trattamento non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di detta altra Alta Parte Contraente.

Articolo XVII

1. Il trattamento prescritto in questo articolo si applicherà a qualsiasi forma di controllo su operazioni finanziarie, ivi incluse: (a) limitazione della disponibilità dei mezzi necessari per effettuare tali operazioni; (b) tassi di cambio; e (c) divieti, restrizioni, ritardi, tributi, oneri e penalità su tali operazioni: e si applicherà sia che un'operazione avvenga direttamente che attraverso un intermediario in un altro Paese. Il termine « operazioni finanziarie » usato nel presente articolo significherà tutti i pagamenti internazionali e trasferimenti di fondi effettuati a mezzo di danaro, titoli, depositi bancari, negoziazioni in valuta estera o altri accordi finanziari, prescindendo dallo scopo o natura di detti pagamenti o trasferimenti.

2. Alle operazioni finanziarie fra i territori delle due Alte Parti Contraenti sarà accordato da ciascuna Alta Parte Contraente un trattamento non meno favorevole di quello accordato attualmente o che sarà accordato in avvenire ad uguali operazioni fra i territori di detta Parte Contraente ed i territori di qualsiasi terzo Paese.

3. Ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente sarà accordato dall'altra Alta Parte Contraente un trattamento non meno favorevole di quello accordato attualmente o che sarà accordato in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di detta Alta Parte Contraente e non meno favorevole di quello accordato attualmente o che sarà accordato in avvenire ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di qualsiasi terzo Paese, relativamente ad operazioni finanziarie fra i territori delle due Alte Parti Contraenti o fra i territori di detta altra Alta Parte Contraente e di qualsiasi terzo Paese.

4. In generale, qualsiasi controllo imposto su operazioni finanziarie da ciascuna Alta Parte Contraente sarà esercitato in modo tale da non influire svantaggiosa-

mente sui rapporti di concorrenza commerciale o di investimenti di capitale dell'altra Alta Parte Contraente nei confronti del commercio o degli investimenti di capitale di qualsiasi terzo Paese.

Articolo XVIII

1. Qualora una delle due Alte Parti Contraenti istituisca o mantenga un monopolio od un organismo per l'importazione, l'esportazione, l'acquisto, la vendita, la distribuzione o la produzione di qualsiasi prodotto, od accordi a qualsiasi organismo privilegi esclusivi per l'importazione, l'esportazione, l'acquisto, la vendita, la distribuzione o la produzione di qualsiasi prodotto, detto monopolio od organismo accorderà al commercio dell'altra Alta Parte Contraente un trattamento giusto ed equo per quanto riguarda i suoi acquisti di prodotti naturali, coltivati o manufatti di Paesi stranieri, nonché le sue vendite di prodotti destinati a Paesi stranieri. A tal fine il monopolio o l'organismo, nell'effettuare i detti acquisti o vendite di qualsiasi prodotto, si ispirerà per quanto riguarda il prezzo, la qualità, la commerciabilità, i trasporti e le condizioni di acquisto o di vendita, unicamente a quelle considerazioni di cui terrebbe ordinariamente conto una impresa commerciale privata che non avesse altro interesse all'infuori di quello di acquistare o di vendere detti prodotti alle condizioni più favorevoli. Qualora ciascuna Alta Parte Contraente istituisca o mantenga un monopolio od un organismo per le prestazioni di qualsiasi servizio od accordi a qualsiasi organismo privilegi esclusivi per la prestazione di qualunque servizio, il monopolio o l'organismo in questione accorderà un trattamento giusto ed equo all'altra Alta Parte Contraente ed ai cittadini, alle persone giuridiche ed associazioni ed al commercio della medesima, per quanto riguarda operazioni relative al detto servizio, in confronto al trattamento accordato o che potrà essere accordato in avvenire a qualsiasi terzo Paese ed ai cittadini, alle persone giuridiche ed associazioni ed al commercio del medesimo.

2. Ciascuna Alta Parte Contraente, nell'accordare concessioni, nel concludere contratti e nell'acquisto di provviste, accorderà un trattamento giusto ed equo ai cittadini, alle persone giuridiche ed associazioni e al commercio dell'altra Alta Parte Contraente in confronto al trattamento accordato o che potrà essere accordato in avvenire ai cittadini, alle persone giuridiche ed associazioni ed al commercio di qualsiasi terzo Paese.

3. Le due Alte Parti Contraenti convengono che metodi di affari che intralcino la concorrenza, limitino l'accesso ai mercati od agevolino controlli monopolistici e che siano praticati o posti in atto da una o più imprese commerciali, pubbliche o private, oppure da combinazioni, accordi o altre intese fra imprese commerciali pubbliche o private, possono avere effetti nocivi sul commercio fra i rispettivi territori. Di conseguenza, ciascuna Alta Parte Contraente conviene di procedere a consultazioni, su richiesta dell'altra Alta Parte Contraente, in merito a simili metodi e di adottare quelle misure che crederà appropriate allo scopo di eliminare detti effetti nocivi.

Articolo XIX

1. Fra i territori delle Alte Parti Contraenti vi sarà libertà di commercio e di navigazione.

2. Le navi battenti la bandiera di ciascuna Alta Parte Contraente e munite dei documenti prescritti dalla pro-

pria legge nazionale per la prova della nazionalità, saranno considerate navi della detta Alta Parte Contraente sia nei porti, nei luoghi e nelle acque dell'altra Alta Parte Contraente, sia in alto mare. Il termine « navi » usato nel presente Trattato, sarà interpretato in modo da comprendere tutte le navi di ciascuna Alta Parte Contraente, sia di proprietà privata o gestite da privati, sia di proprietà pubblica o gestite da enti pubblici. Tuttavia le disposizioni di questo Trattato, eccettuate quelle del presente paragrafo e quelle del paragrafo 4 dell'Articolo XX, non saranno interpretate nel senso di accordare diritti a navi da guerra o da pesca dell'altra Alta Parte Contraente: nè saranno interpretate nel senso di estendere ai cittadini, alle persone giuridiche ed associazioni, alle navi ed ai carichi ed ai prodotti naturali, coltivati o manufatti della detta altra Alta Parte Contraente qualsiasi privilegio speciale limitato alla pesca nazionale od ai prodotti di essa.

3. Le navi di ciascuna Alta Parte Contraente saranno libere, alla pari delle navi di qualsiasi terzo Paese, di recarsi coi loro carichi in tutti i porti, luoghi ed acque dell'altra Alta Parte Contraente che siano o che potranno essere aperti in avvenire al commercio ed alla navigazione esteri.

Articolo XX

1. Alle navi ed ai carichi di ciascuna Alta Parte Contraente sarà accordato, sotto ogni riguardo, nei porti, nei luoghi e nelle acque dell'altra Alta Parte Contraente un trattamento non meno favorevole di quello accordato alle navi ed ai carichi della detta altra Alta Parte Contraente, indipendentemente dal porto di partenza o di destinazione della nave e indipendentemente dall'origine o dalla destinazione del carico.

2. Nei porti, nei luoghi e nelle acque di ciascuna Alta Parte Contraente non sarà imposto alle navi dell'altra Alta Parte Contraente, alcun diritto di tonnellaggio, portuale, di pilotaggio, di faro, di quarantena od altro diritto od onere simile o corrispondente, di qualsiasi genere o denominazione, da applicarsi in nome od a vantaggio del governo, di pubblici funzionari, di individui privati, di persone giuridiche od organismi di qualunque specie, che non sia imposto ugualmente e nelle stesse condizioni alle navi nazionali.

3. Non sarà imposto, in modo tendente ad accordare un vantaggio qualsiasi a navi nazionali nei confronti delle navi dell'altra Alta Parte Contraente, alcun onere sui passeggeri, sul prezzo del loro viaggio o sui biglietti, sul nolo delle merci pagato o da pagarsi, sulle polizze di carico, sui contratti d'assicurazione o riassicurazione, nè alcuna condizione relativa all'impiego di agenti marittimi, nè alcun altro onere od altra condizione di qualsiasi genere.

4. Qualora una nave di una delle due Alte Parti Contraenti sia costretta dal maltempo o da altri casi di fortuna a rifugiarsi in porti, luoghi od acque qualsiasi dell'altra Alta Parte Contraente, che non siano aperti al commercio ed alla navigazione esteri, riceverà un trattamento amichevole ed assistenza e le saranno fornite quelle riparazioni, come pure provviste e materiali per le riparazioni, che siano necessarie e disponibili. Il presente paragrafo si applicherà alle navi da guerra e da pesca non meno che alle navi definite nel paragrafo 2 dell'Articolo XIX.

5. Le navi ed i carichi di ciascuna Alta Parte Contraente non riceveranno in nessun caso, per quanto ri-

guarda la materia cui si riferisce il presente articolo, un trattamento meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire alle navi ed ai carichi di qualsiasi terzo Paese.

Articolo XXI

1. Sarà permesso con le navi di ciascuna Alta Parte Contraente di importare nei territori dell'altra Alta Parte Contraente o di esportare dai medesimi tutti i prodotti che sia consentito o potrà essere consentito in avvenire d'importare nei detti territori o di esportare dai medesimi su navi della predetta altra Alta Parte Contraente o di qualsiasi terzo Paese; e tali prodotti non saranno soggetti a diritti od oneri di qualunque genere più gravosi di quelli cui sarebbero soggetti i prodotti se importati od esportati con navi dell'altra Alta Parte Contraente o di qualsiasi terzo Paese.

2. I premi, i rimborsi di diritti doganali ed altri privilegi di tale natura, di qualsiasi genere o denominazione, concessi o che potranno essere concessi in avvenire entro i territori di ciascuna Alta Parte Contraente per prodotti importati od esportati con navi nazionali o con navi di qualsiasi terzo Paese, saranno pure concessi e nello stesso modo per prodotti importati od esportati con navi dell'altra Alta Parte Contraente.

Articolo XXII

1. Le navi di ciascuna Alta Parte Contraente avranno facoltà di scaricare parte del carico, compresi i passeggeri, in qualsiasi porto, luogo od acque dell'altra Alta Parte Contraente che siano o possano essere aperti in avvenire al commercio ed alla navigazione esteri, nonchè di proseguire colla rimanenza dei detti carichi o passeggeri, verso altri simili porti, luoghi od acque, senza pagare in tal caso diritti di tonnello od oneri portuali più elevati di quelli che sarebbero pagati in circostanze uguali da navi nazionali ed avranno facoltà di effettuare parimenti operazioni di carico, nello stesso viaggio verso l'estero, nei vari porti, luoghi ed acque che siano o possano essere aperti in avvenire al commercio ed alla navigazione esteri. Alle navi ed ai carichi di ciascuna Alta Parte Contraente sarà accordato, in relazione alle materie di cui al presente paragrafo, nei porti, nei luoghi e nelle acque dell'altra Alta Parte Contraente, un trattamento non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire alle navi ed ai carichi di qualsiasi terzo Paese.

2. Per il traffico costiero e per la navigazione interna di ciascuna Alta Parte Contraente non vi sarà obbligo di concedere il trattamento nazionale o quello della Nazione più favorita.

Articolo XXIII

Vi sarà libertà di transito attraverso i territori di ciascuna Alta Parte Contraente per le vie più convenienti al transito internazionale: (a) per le persone che sono cittadini di qualsiasi terzo Paese, con i loro bagagli, le quali direttamente od indirettamente, provengano dai territori dell'altra Alta Parte Contraente o vi siano dirette; (b) per le persone che sono cittadini dell'altra Alta Parte Contraente, coi loro bagagli, indipendentemente dal fatto che siano o meno provenienti dai territori della detta Alta Parte Contraente o vi

siano dirette e (c) per i prodotti direttamente od indirettamente provenienti dai territori dell'altra Alta Parte Contraente od ivi destinati. Tali persone, bagagli e prodotti in transito non saranno soggetti ad alcun diritto di transito, ad alcun ritardo o restrizione non necessari, nè ad alcuna discriminazione per quanto riguarda oneri, agevolazioni od altro; e tutti gli oneri e norme prescritti per tali persone, bagagli o prodotti saranno ragionevoli, tenendo presenti le condizioni del traffico. Ciascuna Alta Parte Contraente può richiedere che detti bagagli e detti prodotti siano introdotti nella dogana competente e siano tenuti in custodia doganale con o senza cauzione; ma tali bagagli e prodotti saranno esenti da tutti i diritti doganali od oneri consimili qualora si sia ottemperato alle dette prescrizioni per l'introduzione in dogana e per la custodia doganale e purchè vengano esportati entro un anno e venga esibita alle Autorità doganali una prova soddisfacente della detta esportazione. Ai detti cittadini, bagagli, persone e prodotti sarà accordato, per quanto riguarda tutti gli oneri, norme e formalità connesse col transito, un trattamento non meno favorevole di quello accordato o che potrà essere accordato in avvenire ai cittadini di qualsiasi terzo Paese ed ai loro bagagli od alle persone ed ai prodotti provenienti dai territori di qualsiasi terzo Paese od ivi diretti.

Articolo XXIV

1. Nessuna disposizione del presente Trattato sarà interpretata in modo da impedire l'adozione o l'applicazione da parte di ciascuna Alta Parte Contraente, di provvedimenti:

a) relativi all'importazione od all'esportazione di oro od argento;

b) relativi all'esportazione di oggetti il cui valore deriva principalmente dal loro carattere di opere d'arte o di antichità d'interesse nazionale o dalla loro relazione con la storia nazionale, e che nella pratica comune non sono considerati articoli di commercio;

c) relativi a materiali di fissione, a materiali da cui si estraggono materiali di fissione od a materiali radio-attivi che siano sottoprodotti di materiali di fissione;

d) relativi alla produzione ed al traffico di armi, munizioni e materiali da guerra, nonchè a quel traffico di altre merci e materiali che sia esercitato allo scopo di rifornire stabilimenti militari;

e) necessari in adempimento di obblighi per il mantenimento della pace e della sicurezza internazionali o necessari per la protezione degli interessi essenziali di detta Alta Parte Contraente in tempo di emergenza nazionale; oppure,

f) che impongano restrizioni valutarie, in qualità di membro del Fondo Monetario Internazionale, in conformità col relativo Accordo firmato a Washington il 27 dicembre 1945, ma senza far uso dei propri privilegi a norma dell'Articolo VI, Sezione 3ª, di detto Accordo che rechi pregiudizio a qualsiasi disposizione del presente Trattato; purchè ciascuna delle Alte Parti Contraenti possa ciononostante regolare trasferimenti di capitali nella misura necessaria per assicurare l'importazione di merci essenziali e per provocare, nel caso di riserve monetarie molto basse, un ragionevole saggio di accrescimento delle medesime o per impedire che le sue

riserve monetarie cadano ad un livello molto basso. Qualora il Fondo Monetario Internazionale cessi di funzionare oppure una delle due Alte Parti Contraenti cessi di essere membro dello stesso, le due Alte Parti Contraenti, su richiesta dell'una o dell'altra, si consulteranno e potranno concludere quegli accordi che siano necessari per permettere l'adozione di misure appropriate qualora, relativamente ad operazioni finanziarie internazionali, si verificino contingenze che siano paragonabili a quelle per cui erano precedentemente permesse misure d'eccezione.

2. Subordinatamente al requisito che, in circostanze e condizioni analoghe, non vi sarà alcuna discriminazione arbitraria da parte di una delle due Alte Parti Contraenti contro l'altra Alta Parte Contraente o contro i cittadini, le persone giuridiche ed associazioni, le navi od il commercio della medesima, in favore di qualsiasi terzo Paese o dei cittadini, delle persone giuridiche ed associazioni, delle navi o del commercio di quest'ultimo, le disposizioni del presente Trattato non si estenderanno a divieti o restrizioni:

- a) imposti per ragioni morali od umanitarie;
- b) intesi a proteggere la vita o la sanità umana, animale o vegetale;
- c) relativi a merci prodotte nei penitenziari; oppure;
- d) relativi all'esecuzione di leggi di polizia o tributarie.

3. Le disposizioni del presente Trattato che accordano un trattamento non meno favorevole di quello accordato a qualsiasi terzo Paese non si applicheranno:

- a) ai vantaggi accordati o che potranno essere accordati in avvenire a paesi limitrofi allo scopo di facilitare il traffico di frontiera;
- b) ai vantaggi accordati in virtù di una Unione doganale, di cui una delle due Alte Parti Contraenti possa, previa consultazione con l'altra Alta Parte Contraente, divenir membro, fino a quando i detti vantaggi non siano estesi ad alcun Paese che non sia membro della detta Unione doganale;
- c) ai vantaggi accordati a terzi Paesi in virtù di una convenzione plurilaterale economica di applicabilità generale che abbracci un'area commerciale di estensione considerevole, avente lo scopo di rendere più liberi e di promuovere il commercio internazionale od altri rapporti economici internazionali e alla quale possano aderire tutte le Nazioni Unite;

d) ai vantaggi accordati attualmente o che potranno essere accordati in avvenire dalla Repubblica Italiana a San Marino, al Territorio Libero di Trieste o allo Stato della Città del Vaticano, oppure dagli Stati Uniti d'America o dai propri territori o possedimenti tra di loro, alla zona del Canale di Panama, alla Repubblica di Cuba, alla Repubblica delle Filippine od al Territorio delle Isole del Pacifico in amministrazione fiduciaria; oppure

e) ai vantaggi che, in virtù di una decisione presa dalle Nazioni Unite o da un organo delle stesse o da un appropriato organismo specializzato che sia in relazione con le Nazioni Unite, potranno essere accordati in avvenire da ciascuna Alta Parte Contraente ad aree diverse da quelle elencate nel comma (d) del presente paragrafo.

Le disposizioni del comma (d) continueranno ad avere applicazione per quanto riguarda qualsiasi vantaggio

accordato attualmente o che sarà accordato in avvenire dagli Stati Uniti d'America o dai propri territori o possedimenti tra di loro, indipendentemente da qualunque cambiamento dello stato politico di qualsiasi territorio o possedimento degli Stati Uniti d'America.

4. Le disposizioni del presente Trattato non saranno interpretate nel senso di accordare alcun diritto o privilegio a persone fisiche ed a persone giuridiche ed associazioni per lo svolgimento di attività politiche o per l'organizzazione di persone giuridiche ed associazioni di natura politica o per la partecipazione alle medesime.

5. Qualora cittadini di un terzo o di terzi Paesi abbiano direttamente o indirettamente nella proprietà o nella direzione di persone giuridiche ed associazioni istituite od organizzate a norma delle leggi e dei regolamenti di una delle due Alte Parti Contraenti un interesse che ne dia loro il controllo, l'altra Alta Parte Contraente si riserva il diritto di negare alle persone giuridiche ed associazioni predette qualsiasi diritto e privilegio accordato dal presente Trattato.

6. Nessuna impresa di ciascuna Alta Parte Contraente di proprietà pubblica o sotto controllo pubblico, qualora svolga attività commerciali, industriali, di trasformazione, navigazione od altre attività d'affari entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, potrà pretendere o godere nei territori stessi, nè per sè nè per i propri beni, immunità da tributi, da azioni legali, da esecuzioni di sentenze o da qualsiasi altra responsabilità alla quale sia ivi soggetta un'impresa controllata da o appartenente a privati.

7. Le disposizioni del presente Trattato non saranno interpretate in modo da avere effetto sulle leggi e sui regolamenti vigenti di ciascuna Alta Parte Contraente in materia di immigrazione, o sul diritto di ciascuna Alta Parte Contraente di emanare ed applicare leggi e regolamenti in materia di immigrazione; purchè tuttavia nessuna disposizione del presente paragrafo impedisca ai cittadini di ciascuna Alta Parte Contraente di entrare, viaggiare e risiedere nei territori dell'altra Alta Parte Contraente, allo scopo di esercitare il commercio fra le due Alte Parti Contraenti o di svolgere qualsiasi attività commerciale connessa od inerente a detto esercizio, a condizioni altrettanto favorevoli di quelle accordate o che potranno essere accordate in avvenire ai cittadini di qualsiasi terzo Paese che entrino, viaggino e risiedano nei detti territori allo scopo di esercitare il commercio fra la detta altra Alta Parte Contraente ed il detto Paese o di svolgere attività commerciali connesse od inerenti a tale commercio.

Articolo XXV

Ferma restando qualsiasi limitazione od eccezione disposta dal presente Trattato o che venga concordata in avvenire tra le Alte Parti Contraenti, i territori delle Alte Parti Contraenti cui si riferiscono le disposizioni del presente Trattato, si intenderanno comprendere tutte le zone terrestri e marittime che si trovano sotto la sovranità od autorità di ciascuna delle Alte Parti Contraenti, fuorchè la zona del Canale di Panama, e fuorchè il Territorio delle Isole del Pacifico in amministrazione fiduciaria salva la misura entro cui il Presidente degli Stati Uniti d'America estenda, mediante suo decreto, le disposizioni del Trattato a detto Territorio in amministrazione fiduciaria.

Articolo XXVI

Qualsiasi controversia fra le Alte Parti Contraenti circa l'interpretazione o l'applicazione del presente Trattato, che le Alte Parti Contraenti non risolvano soddisfacentemente in via diplomatica, sarà sottoposta alla Corte Internazionale di Giustizia, a meno che le Alte Parti Contraenti convengano di risolverla con altri mezzi pacifici.

Articolo XXVII

1. Il presente Trattato sarà ratificato. Lo scambio delle ratifiche avrà luogo a Roma al più presto possibile.

2. Il presente Trattato entrerà in vigore il giorno dello scambio delle ratifiche e rimarrà in vigore per un periodo di dieci anni da quel giorno.

3. A meno che un anno prima dello spirare del predetto periodo di dieci anni una delle Alte Parti Contraenti notifici per iscritto all'altra Alta Parte Contraente la sua intenzione di porre termine al presente Trattato alla scadenza del predetto periodo, il Trattato rimarrà in vigore ulteriormente fino ad un anno dalla data nella quale una delle due Alte Parti Contraenti avrà notificato per iscritto la sua intenzione di porvi termine.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato il presente Trattato e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in doppio esemplare nelle lingue italiana ed inglese, entrambe ugualmente autentiche, a Roma, il giorno due Febbraio mille novecento quarantotto.

Per il Governo degli Stati Uniti d'America

JAMES CLEMENT DUNN

Per il Governo italiano

SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

 PROTOCOLLO

All'atto della firma del Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione tra la Repubblica Italiana e gli Stati Uniti d'America, i sottoscritti Plenipotenziari, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno inoltre concordato le seguenti disposizioni che saranno considerate come parte integrante del Trattato predetto:

1. Le disposizioni del paragrafo 2 dell'Articolo V che dispongono il pagamento di indennizzo, si estenderanno ai diritti spettanti direttamente od indirettamente ai cittadini e alle persone giuridiche ed associazioni di ciascuna Alta Parte Contraente su beni che vengono espropriati entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente.

2. I diritti e privilegi relativi ad attività commerciali, industriali e di trasformazione accordati dalle disposizioni del Trattato ad imprese di proprietà privata o controllate da privati di ciascuna Alta Parte Contraente entro i territori dell'altra Alta Parte Contraente, comprenderanno i diritti e privilegi di natura

economica concessi ad imprese di proprietà pubblica o sotto controllo pubblico di detta altra Alta Parte Contraente nei casi in cui dette imprese di proprietà pubblica o sotto controllo pubblico operino di fatto in concorrenza con imprese di proprietà privata o controllate da privati. La frase che precede non può, peraltro, riferirsi a sussidi concessi ad imprese di proprietà pubblica o sotto controllo pubblico per: (a) fabbricazione o trasformazione di merci per uso governativo o forniture di merci e servizi al Governo per uso governativo; oppure (b) sopperire, a prezzi notevolmente inferiori ai prezzi di concorrenza, ai bisogni di determinate categorie di popolazione rispetto a merci e servizi essenziali che non sarebbero di fatto altrimenti ottenibili da tali categorie.

3. La frase finale del paragrafo 1 dell'Articolo XVIII non sarà interpretata come riferentesi ai servizi postali.

4. Le disposizioni del paragrafo 2 (a) dell'Articolo I non saranno interpretate nel senso di estendersi all'esercizio di professioni i cui membri sono designati per legge come pubblici ufficiali.

5. Le disposizioni del paragrafo 2 dell'Articolo XI non saranno interpretate nel senso di avere effetto sulle misure adottate da ciascuna Alta Parte Contraente per salvaguardare segreti militari.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato il presente Protocollo e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in duplice copia nelle lingue italiana ed inglese, entrambe ugualmente autentiche, in Roma, il giorno due Febbraio mille novecento quarantotto.

Per il Governo degli Stati Uniti d'America

JAMES CLEMENT DUNN

Per il Governo italiano

SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

SFORZA

 PROTOCOLLO ADDIZIONALE

In considerazione delle gravi difficoltà economiche in cui versa attualmente l'Italia e di quelle che sono da prevedersi a causa, fra l'altro, dei danni causati a suo tempo dalle operazioni militari su territorio italiano, dei saccheggi perpetrati dalle forze tedesche a seguito della dichiarazione di guerra dell'Italia contro la Germania, della presente impossibilità nella quale si trova l'Italia di sopperire, senza aiuti, al fabbisogno minimo della sua popolazione o alle esigenze minime della ripresa economica italiana nonché della mancanza di riserve monetarie dell'Italia: all'atto della firma del Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione fra la Repubblica Italiana e gli Stati Uniti d'America, i sottoscritti Plenipotenziari, debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno inoltre concordato le seguenti disposizioni che saranno considerate come parti integranti del predetto Trattato:

1. Le disposizioni del paragrafo 3 dell'Articolo XIV del predetto Trattato e quella parte del paragrafo 4 del-

lo stesso Articolo che si riferisce all'assegnazione di contingenti, non vincoleranno nessuna delle due Alte Parti Contraenti circa l'applicazione di restrizioni quantitative alle importazioni ed esportazioni:

a) che hanno effetto equivalente a restrizioni valutarie autorizzate in conformità con la Sezione 3 (b) dell'Articolo VII degli Accordi sul Fondo Monetario Internazionale;

b) che sono necessarie per assicurare, durante il primo periodo transitorio post-bellico, una equa distribuzione fra le diverse nazioni consumatrici delle merci di scarsa disponibilità;

c) che sono necessarie allo scopo di rendere possibile, per l'acquisto di prodotti da importare, l'utilizzazione di divise inconvertibili accumulate; oppure

d) che hanno un effetto equivalente alle restrizioni valutarie consentite dalla Sezione 2 dell'Articolo XIV degli Accordi sul Fondo Monetario Internazionale.

2. I privilegi accordati a ciascuna Alta Parte Contraente dai comma (c) e (d) del paragrafo 1 del presente Protocollo, saranno limitati a situazioni nelle quali (a) sia necessario per detta Alta Parte Contraente di applicare restrizioni sulle importazioni allo scopo di sventare la minaccia immediata di un serio declino nel livello delle proprie riserve monetarie o di arrestarlo, oppure, nel caso di riserve monetarie molto basse, di raggiungere una ragionevole misura di accrescimento delle proprie riserve e (b) l'applicazione delle necessarie restrizioni nei modi consentiti dal predetto paragrafo 1, permetterebbe a tale Alta Parte Contraente un volume di importazioni superiore al livello massimo che sarebbe possibile qualora tali restrizioni fossero invece applicate nel modo prescritto dai paragrafi 3 e 4 dell'Articolo XIV del Trattato.

3. Durante l'attuale periodo transitorio di ripresa dalla recente guerra, le disposizioni del paragrafo 1 dell'Articolo XVI del Trattato non impediranno l'applicazione da parte di ciascuna Alta Parte Contraente di necessari controlli all'interno sulla vendita, distribuzione od uso di prodotti importati di scarsa disponibilità, in aggiunta a quelli o diversi da quelli che vengono applicati a prodotti uguali di origine nazionale. Comunque nessun controllo di tal genere sulla distribuzione all'interno di prodotti importati: (a) sarà applicato da ciascuna Alta Parte Contraente in modo da arrecare senza necessità un danno ai rapporti di concorrenza, entro i propri territori, all'attività commerciale dell'altra Alta Parte Contraente; oppure (b) continuerà più a lungo di quanto sia richiesto dal grado di disponibilità dei prodotti.

4. Nessuna delle due Alte Parti Contraenti imporrà qualsiasi nuova restrizione in base al paragrafo 1 del presente Protocollo senza averne dato all'altra Alta Parte Contraente un preavviso che sarà, se possibile, non inferiore a trenta giorni ma in nessun caso inferiore a dieci giorni. Ciascuna Alta Parte Contraente concederà in qualsiasi tempo all'altra Alta Parte Contraente facoltà di consultazione circa la necessità e la applicazione delle restrizioni cui si riferisce detto paragrafo, come pure circa l'applicazione del paragrafo 3 e ciascuna Alta Parte Contraente avrà il diritto di invi-

tare il Fondo Monetario Internazionale a partecipare a tali consultazioni relative alle restrizioni cui si riferiscono i comma (a), (c) e (d) del paragrafo 1.

5. Qualora difficoltà valutarie rendano necessario che in virtù del paragrafo 1 (f) dell'Articolo XXIV il Governo italiano regoli i ritiri disposti nel paragrafo 2 dell'Articolo V il Governo italiano potrà dare priorità alle domande presentate da cittadini e da persone giuridiche ed associazioni degli Stati Uniti d'America di ritirare gli indennizzi ricevuti per beni acquistati l'8 dicembre 1934 o anteriormente, oppure, se acquistati posteriormente:

a) nel caso di beni immobili, qualora il proprietario avesse avuto, al momento dell'acquisto, residenza permanente fuori d'Italia o, nel caso di persone giuridiche ed associazioni, se avevano la loro sede direttiva fuori d'Italia,

b) nel caso di titoli azionari, qualora al momento dell'acquisto le leggi ed i regolamenti italiani avessero permesso che dette azioni fossero negoziate fuori d'Italia.

c) nel caso di depositi bancari, qualora mantenuti in conti liberi al momento dell'esproprio; e

d) in ogni caso, qualora i beni fossero stati acquistati mediante importazione in Italia di valuta estera, merci o servizi, o mediante reinvestimenti di profitti o di interessi maturati da tali importazioni, indipendentemente dalla data in cui essi vennero effettuati.

Il Governo italiano si impegna di concedere ogni facilitazione per aiutare i richiedenti a determinare quale sia la loro esatta situazione per gli scopi del presente paragrafo: e in mancanza di prove preponderanti al contrario di accettare come comprova di un diritto di priorità documentazioni e testimonianze aventi valore probativo.

6. Qualora sia in vigore in Italia un sistema di tassi di cambio plurimi, il tasso di cambio che sarà applicabile per gli scopi del paragrafo 2 dell'Articolo V non sarà necessariamente il più favorevole di tutti i tassi applicabili ad operazioni finanziarie internazionali di qualsiasi natura: purchè, tuttavia, il tasso applicabile permetta in ogni circostanza a chi riceve l'indennizzo di realizzarne effettivamente il pieno valore economico in dollari degli Stati Uniti. In caso sorgano controversie circa il tasso da applicare, il tasso sarà determinato mediante accordo fra le Alte Parti Contraenti.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato il presente Protocollo e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in duplice copia, nelle lingue italiana ed inglese, entrambe ugualmente autentiche, a Roma, il giorno due Febbraio mille novecento quarantotto.

Per il Governo degli Stati Uniti d'America
JAMES CLEMENT DUNN

Per il Governo italiano
SFORZA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Treaty of friendship, commerce and navigation between the United States of America and the Italian Republic.

The United States of America and the Italian Republic, desirous of strengthening the bond of peace and the traditional ties of friendship between the two countries and of promoting closer intercourse between their respective territories through provisions responsive to the spiritual, cultural, economic and commercial aspirations of their peoples, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce and Navigation based in general upon the principles of national and of most favored-nation treatment in the unconditional form, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries,

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. JAMES CLEMENT DUNN, *Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America to the Italian Republic*,
and,

THE PRESIDENT OF THE ITALIAN REPUBLIC :

The Honorable CARLO SFORZA, *Minister Secretary of State for Foreign Affairs*.

Who, having communicated to each other their full powers found to be in due form, have agreed upon the following Articles :

Article I

1. The nationals of either High Contracting Party shall be permitted to enter the territories of the other High Contracting Party, and shall be permitted freely to reside and travel therein.

2. The nationals of either High Contracting Party shall, within the territories of the other High Contracting Party, be permitted without interference to exercise, in conformity with the applicable laws and regulations, the following rights and privileges upon terms no less favorable than those now or hereafter accorded to nationals of such other High Contracting Party:

(a) to engage in commercial, manufacturing, processing, financial, scientific, educational, religious, philanthropic and professional activities except the practice of law;

(b) to acquire, own, erect or lease, and occupy appropriate buildings, and to lease appropriate lands, for residential, commercial, manufacturing, processing, financial, professional, scientific, educational, religious, philanthropic and mortuary purposes;

(c) to employ agents and employees of their choice regardless of nationality; and

(d) to do anything incidental to or necessary for the enjoyment of any of the foregoing rights and privileges.

3. Moreover, the nationals of either High Contracting Party shall not in any case, with respect to the matters referred to in paragraphs 1 and 2 of this Article, receive treatment less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to the nationals of any third country.

4. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not be construed to preclude the exercise by either

High Contracting Party of reasonable surveillance over the movement and sojourn of aliens within its territories or the enforcement of measures for the exclusion or expulsion of aliens for reasons of public order, morals, health or safety.

Article II

1. As used in this Treaty the term « corporations and associations » shall mean corporations, companies, partnerships and other associations, whether or not with limited liability and whether or not for pecuniary profit, which have been or may hereafter be created or organized under the applicable laws and regulations.

2. Corporations and associations created or organized under the applicable laws and regulations within the territories of either High Contracting Party shall be deemed to be corporations and associations of such High Contracting Party and shall have their juridical status recognized within the territories of the other High Contracting Party whether or not they have a permanent establishment, branch or agency therein.

3. Corporations and associations of either High Contracting Party shall, within the territories of the other High Contracting Party, be permitted, without interference, to exercise all the rights and privileges enumerated in paragraph 2 of Article I, in conformity with the applicable laws and regulations, upon terms no less favorable than those now or hereafter accorded to corporations and associations of such other High Contracting Party. The preceding sentence and all other provisions of this Treaty according to corporations and associations of the Italian Republic rights and privileges upon terms no less favorable than those now or hereafter accorded to corporations and associations of the United States of America, shall be construed as according such rights and privileges, in any state, territory or possession of the United States of America, upon terms no less favorable than those upon which such rights and privileges are or may hereafter be accorded therein to corporations and associations created or organized in other states, territories or possessions of the United States of America.

4. Moreover, corporations and associations of either High Contracting Party shall not in any case, with respect to the matters referred to in this Article, receive treatment less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to corporations and associations of any third country.

Article III

1. The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall enjoy, throughout the territories of the other High Contracting Party, rights and privileges with respect to organization of and participation in corporations and associations of such other High Contracting Party, including the enjoyment of rights with respect to promotion and incorporation, the purchase, ownership and sale of shares and, in the case of nationals, the holding of executive and official positions, in conformity with the applicable laws and regulations, upon terms no less favorable than those now or hereafter accorded to nationals, corporations and associations of any third country. Corporations and associations of either High

Contracting Party, organized or participated in by nationals, corporations and associations of the other High Contracting Party pursuant to the rights and privileges enumerated in this paragraph, and controlled by such nationals, corporations and associations, shall be permitted to exercise the functions for which they are created or organized, in conformity with the applicable laws and regulations, upon terms no less favorable than those now or hereafter accorded to corporations and associations that are similarly organized or participated in, and controlled, by nationals, corporations and associations of any third country.

2. The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall be permitted, in conformity with the applicable laws and regulations within the territories of the other High Contracting Party, to organize, control and manage corporations and associations of such other High Contracting Party for engaging in commercial, manufacturing, processing, mining, educational, philanthropic, religious and scientific activities. Corporations and associations, controlled by nationals, corporations and associations of either High Contracting Party and created or organized under the applicable laws and regulations within the territories of the other High Contracting Party, shall be permitted to engage in the aforementioned activities therein, in conformity with the applicable laws and regulations, upon terms no less favorable than those now or hereafter accorded to corporations and associations of such other High Contracting Party controlled by its own nationals, corporations and associations.

Article IV

The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall be permitted within the territories of the other High Contracting Party to explore for and to exploit mineral resources, in conformity with the applicable laws and regulations, upon terms no less favorable than those now or hereafter accorded to nationals, corporations and associations of any third country.

Article V

1. The nationals of each High Contracting Party shall receive, within the territories of the other High Contracting Party, the most constant protection and security for their persons and property, and shall enjoy in this respect the full protection and security required by international law. To these ends, persons accused of crime shall be brought to trial promptly, and shall enjoy all the rights and privileges which are or may hereafter be accorded by the applicable laws and regulations; and nationals of either High Contracting Party, while within the custody of the authorities of the other High Contracting Party, shall receive reasonable and humane treatment. In so far as the term « nationals » where used in this paragraph is applicable in relation to property it shall be construed to include corporations and associations.

2. The property of nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall not be taken within the territories of the other High Con-

tracting Party without due process of law and without the prompt payment of just and effective compensation. The recipient of such compensation shall, in conformity with such applicable laws and regulations as are not inconsistent with paragraph 3 of Article XVII of this Treaty, be permitted without interference to withdraw the compensations by obtaining foreign exchange, in the currency of the High Contracting Party of which such recipient is a national, corporation or association, upon the most favorable terms applicable to such currency at the time of the taking of the property, and exempt from any transfer or remittance tax, provided application for such exchange is made within one year after receipt of the compensation to which it relates.

3. The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall within the territories of the other High Contracting Party receive protection and security with respect to the matters enumerated in paragraphs 1 and 2 of this Article, upon compliance with the applicable laws and regulations, no less than the protection and security which is or may hereafter be accorded to the nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party and no less than that which is or may hereafter be accorded to the nationals, corporations and associations of any third country. Moreover, in all matters relating to the taking of privately owned enterprises into public ownership and the placing of such enterprises under public control, enterprises in which nationals, corporations and associations of either High Contracting Party have a substantial interest shall be accorded, within the territories of the other High Contracting Party, treatment no less favorable than that which is or may hereafter be accorded to similar enterprises in which nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party have a substantial interest, and no less favorable than that which is or may hereafter be accorded to similar enterprises in which nationals, corporations and associations of any third country have a substantial interest.

4. The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall enjoy freedom of access to the courts of justice and to administrative tribunals and agencies in the territories of the other High Contracting Party, in all degrees of jurisdiction established by law, both in pursuit and in defense of their rights, shall be at liberty to choose and employ lawyers and representatives in the prosecution and defense of their rights before such courts, tribunals and agencies; and shall be permitted to exercise all these rights and privileges, in conformity with the applicable laws and regulations, upon terms no less favorable than the terms which are or may hereafter be accorded to the nationals, corporations and associations of the other High Contracting Party and no less favorable than are or may hereafter be accorded to the nationals, corporations and associations of any third country. Moreover, corporations and associations of either High Contracting Party which are not engaged in business or in non-profit activities within the territories of the other High Contracting Party shall be permitted to exercise the rights and privileges accorded by the preceding sentence without any requirement of registration or domestication.

Article VI

The dwellings, warehouses, factories, shops, and other places of business, and all premises thereto appertaining, of the nationals, corporations and associations of either High Contracting Party, located in the territories of the other High Contracting Party, shall not be subject to unlawful entry or molestation. There shall not be made any visit to, or any search of, any such dwellings, buildings or premises, nor shall any books, papers or accounts therein be examined or inspected, except under conditions and in conformity with procedures no less favorable than the conditions and procedures prescribed for nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party under the applicable laws and regulations within the territories thereof. In no case shall the nationals, corporations or associations of either High Contracting Party in the territories of the other High Contracting Party be treated less favorably with respect to the foregoing matters than the nationals, corporations or associations of any third country. Moreover, any visit, search, examination or inspection which may be permissible under the exception stated in this Article shall be made with due regard for, and in such a way as to cause the least possible interference with, the occupants of such dwellings, buildings or premises or the ordinary conduct of any business or other enterprise.

Article VII

1. The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall be permitted to acquire, own and dispose of immovable property or interests therein within the territories of the other High Contracting Party upon the following terms:

(a) in the case of nationals, corporations and associations of the Italian Republic, the right to acquire, own and dispose of such property and interests shall be dependent upon the laws and regulations which are or may hereafter be in force within the state, territory or possession of the United States of America wherein such property or interests are situated; and

(b) in the case of nationals, corporations and associations of the United States of America, the right to acquire, own and dispose of such property and interests shall be upon terms no less favorable than those which are or may hereafter be accorded by the state, territory or possession of the United States of America in which such national is domiciled, or under the laws of which such corporation or association is created or organized, to nationals, corporations and associations of the Italian Republic: provided that the Italian Republic shall not be obligated to accord to nationals, corporations and associations of the United States of America rights in this connection more extensive than those which are or may hereafter be accorded within the territories of such Republic to nationals, corporations and associations of such Republic.

2. If a national, corporation or association of either High Contracting Party, whether or not resident and whether or not engaged in business or other activities within the territories of the other High Contracting Party, is on account of alienage prevented by the applicable laws and regulations within such territories from succeeding as devisee, or as heir in the case of

a national, to immovable property situated therein, or to interests in such property, then such national, corporation or association shall be allowed a term of three years in which to sell or otherwise dispose of such property or interests, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary. The transmission or receipt of such property or interests shall be exempt from the payment of any estate, succession, probate or administrative taxes or charges higher than those now or hereafter imposed in like cases of nationals, corporations or associations of the High Contracting Party in whose territory the property is or the interests therein are situated.

3. The nationals of either High Contracting Party shall have full power to dispose of personal property of every kind within the territories of the other High Contracting Party, by testament, donation or otherwise and their heirs, legatees or donees, being persons of whatever nationality or corporations or associations wherever created or organized, whether resident or non-resident and whether or not engaged in business within the territories of the High Contracting Party where such property is situated, shall succeed to such property and shall themselves or by their agents be permitted to take possession thereof, and to retain or dispose of it at their pleasure. Such disposition, succession and retention shall be subject to the provisions of Article IX and exempt from any other charges higher, and from any restrictions more burdensome, than those applicable in like cases of nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party. The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall be permitted to succeed, as heirs, legatees and donees, to personal property of every kind within the territories of the other High Contracting Party, left or given to them by nationals of either High Contracting Party or by nationals of any third country, and shall themselves or by their agents be permitted to take possession thereof, and to retain or dispose of it at their pleasure. Such disposition, succession and retention shall be subject to the provisions of Article IX and exempt from any other charges, and from any restrictions, other or higher than those applicable in like cases of nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party. Nothing in this paragraph shall be construed to affect the laws and regulations of either High Contracting Party prohibiting or restricting the direct or indirect ownership by aliens or foreign corporations and associations of the shares in, or instruments of indebtedness of, corporations and associations of such High Contracting Party carrying on particular types of activities.

4. The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall, subject to the exceptions in paragraph 3 of Article IX, receive treatment in respect of all matters which relate to the acquisition, ownership, lease, possession or disposition of personal property no less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to nationals, corporations and associations of any third country.

Article VIII

The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall enjoy, within the territories of the other High Contracting Party, all rights

and privileges of whatever nature in regard to patents, trade marks, trade labels, trade names and other industrial property, upon compliance with the applicable laws and regulations respecting registration and other formalities, upon terms no less favorable than are or may hereafter be accorded to the nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party and no less favorable than the treatment now or hereafter accorded to nationals, corporations and associations of any third country.

Article IX

1. Nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall not be subjected to the payment of internal taxes, fees and charges imposed upon or applied to income, capital, transactions, activities or any other object, or to requirements with respect to the levy and collection thereof, within the territories of the other High Contracting Party:

(a) more burdensome than those borne by nationals, residents, and corporations and associations of any third country;

(b) more burdensome than those borne by nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party, in the case of persons resident or engaged in business within the territories of such other High Contracting Party, and in the case of corporations and associations engaged in business therein, or organized and operated exclusively for scientific, educational, religious or philanthropic purposes.

2. In the case of corporations and associations of either High Contracting Party engaged in business within the territories of the other High Contracting Party, and in the case of nationals of either High Contracting Party engaged in business within the territories of the other High Contracting Party but not resident therein, such other High Contracting Party shall not impose or apply any internal tax, fee or charge upon any income, capital or other basis in excess of that reasonably allocable or apportionable to its territories, nor grant deductions and exemptions less than those reasonably allocable or apportionable to its territories. A comparable rule shall apply also in the case of corporations and associations organized and operated exclusively for scientific, educational, religious or philanthropic purposes.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1 of the present Article, each High Contracting Party reserves the right to: (a) extend specific advantages as to taxes, fees and charges to nationals, residents, and corporations and associations of all foreign countries on the basis of reciprocity; (b) accord to nationals, residents, and corporations and associations of a third country special advantages by virtue of an agreement with such country for the avoidance of double taxation or the mutual protection of revenue; and (c) accord to its own nationals and to residents of contiguous countries more favorable exemptions of a personal nature than are accorded to other non-resident persons.

Article X

Commercial travelers representing nationals, corporations or associations of either High Contracting Party engaged in business within the territories thereof, shall

upon their entry into and sojourn within the territories of the other High Contracting Party and on departure therefrom, be accorded treatment no less favorable than the treatment now or hereafter accorded to commercial travelers of any third country in respect of customs and other rights and privileges and, subject to the exceptions in paragraph 3 of Article IX, in respect of all taxes and charges applicable to them or to their samples.

Article XI

1. The nationals of either High Contracting Party shall, within the territories of the other High Contracting Party, be permitted to exercise liberty of conscience and freedom of worship, and they may, whether individually, collectively or in religious corporations or associations, and without annoyance or molestation of any kind by reason of their religious belief, conduct services, either within their own houses or within any other appropriate buildings, provided that their teachings or practices are not contrary to public morals or public order.

2. The High Contracting Parties declare their adherence to the principles of freedom of the press and of free interchange of information. To this end, nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall have the right, within the territories of the other High Contracting Party, to engage in such activities as writing, reporting and gathering of information for dissemination to the public, and shall enjoy freedom of transmission of material to be used abroad for publication by the press, radio, motion pictures, and other means. The nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall enjoy freedom of publication in the territories of the other High Contracting Party, in accordance with the applicable laws and regulations, upon the same terms as nationals, corporations or associations of such other High Contracting Party. The term « information », as used in this paragraph, shall include all forms of written communications, printed matter, motion pictures, recordings and photographs.

3. The nationals of either High Contracting Party shall be permitted within the territories of the other High Contracting Party to bury their dead according to their religious customs in suitable and convenient places which are or may hereafter be established and maintained for the purpose, subject to the applicable mortuary and sanitary laws and regulations.

Article XII

1. The nationals of either High Contracting Party, regardless of alienage or place of residence, shall be accorded rights and privileges no less favorable than those accorded to the nationals of the other High Contracting Party, under laws and regulations within the territories of such other High Contracting Party that (a) establish a civil liability for injury or death, and give a right of action to an injured person, or to the relatives, heirs, dependents or personal representative as the case may be, of an injured or deceased person, or that (b) grant to a wage earner or an individual receiving salary, commission or other remuneration, or to his relatives, heirs or dependents, as the case may

be, a right of action, or a pecuniary compensation or other benefit or service, on account of occupational disease, injury or death arising out of and in the course of employment or due to the nature of employment.

2. In addition to the rights and privileges provided in paragraph 1 of this Article, the nationals of either High Contracting Party shall, within the territories of the other High Contracting Party, be accorded, upon terms no less favorable than those applicable to nationals of such other High Contracting Party, the benefits of laws and regulations establishing systems of compulsory insurance, under which benefits are paid without an individual test of financial need: (a) against loss of wages or earnings due to old age, unemployment or sickness or other disability, or (b) against loss of financial support due to the death of father, husband or other person on whom such support had depended.

Article XIII

1. The nationals of each High Contracting Party shall be exempt, except as otherwise provided in paragraph 2 of this Article, from compulsory training or service in the armed forces of the other High Contracting Party, and shall also be exempt from all contributions in money or in kind imposed in lieu thereof.

2. During any period of time when both of the High Contracting Parties are, through armed action in connection with which there is general compulsory service, (a) enforcing measures against the same third country or countries in pursuance of obligations for the maintenance of international peace and security, or (b) concurrently conducting hostilities against the same third country or countries, the exemptions provided in paragraph 1 of this Article shall not apply. However, in such an event the nationals of either High Contracting Party in the territories of the other High Contracting Party, who have not declared their intention to acquire the nationality of such other High Contracting Party, shall be exempt from service in the armed forces of such other High Contracting Party if within a reasonable period of time they elect, in lieu of such service, to enter the armed forces of the High Contracting Party of which they are nationals. In any such situation the High Contracting Parties will make the necessary arrangements for giving effect to the provisions of this paragraph.

Article XIV

1. In all matters relating to (a) customs duties and subsidiary charges of every kind imposed on imports or exports and in the method of levying such duties and charges, (b) the rules, formalities, and charges imposed in connection with the clearing of articles through the customs, and (c) the taxation, sale, distribution or use within the country of imported articles and of articles intended for exportation, each High Contracting Party shall accord to articles the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party, from whatever place arriving, or to articles destined for exportation to the territories of such other High Contracting Party, by whatever route, treatment no less favorable than the treatment now or hereafter accorded to like articles the growth, produce or manufacture of, or destined for, any third country.

2. With respect to the matters referred to in paragraph 1 of this Article, the nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall be accorded, within the territories of the other High Contracting Party, treatment no less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to the nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party; and with respect to such matters the nationals, corporations and associations, vessels and cargoes of either High Contracting Party shall be accorded, within the territories of the other High Contracting Party, treatment no less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to nationals, corporations and associations, vessels and cargoes of any third country.

3. No prohibition or restriction of any kind shall be imposed by either High Contracting Party on the importation, sale, distribution or use of any article the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party, or on the exportation of any article destined for the territories of the other High Contracting Party, unless the importation, sale, distribution or use of the like article the growth, produce or manufacture of all third countries, or the exportation of the like article to all third countries, respectively, is similarly prohibited or restricted.

4. If either High Contracting Party imposes any quantitative regulation, whether made effective through quotas, licenses or other measures, on the importation or exportation of any article, or on the sale, distribution or use of any imported article, it shall as a general rule give public notice of the total quantity or value of such article permitted to be imported, exported, sold, distributed or used during a specified period, and of any change in such quantity or value. Furthermore, if either High Contracting Party allots to any third country a share of such total quantity or value of any article in which the other High Contracting Party has an important interest, it shall as a general rule allot to such other High Contracting Party a share of such total quantity or value based upon the proportion of the total quantity or value supplied by, or in the case of exports a share based upon the proportion exported to, the territories of such other High Contracting Party during a previous representative period, account being taken in so far as practicable of any special factors which may have affected or may be affecting the trade in that article. The provisions of this paragraph relating to imported articles shall also apply in respect of the quantity or value of any article permitted to be imported free of duty or tax, or at a lower rate of duty or tax than the rate of duty or tax imposed on imports in excess of such quantity or value.

5. If either High Contracting Party requires documentary proof of origin of imported articles, the requirements imposed therefor shall be reasonable and shall not be such as to constitute an unnecessary hindrance to indirect trade.

Article XV

1. Laws, regulations of administrative authorities and decisions of administrative or judicial authorities of each High Contracting Party that have general application and that pertain to the classification of articles

for customs purposes or to rates of duty shall be published promptly in such a manner as to enable traders to become acquainted with them. Such laws, regulations and decisions shall be applied uniformly at all ports of each High Contracting Party, except as otherwise specifically provided for in statutes of the United States of America with respect to the importation of articles into its insular territories and possessions.

2. No administrative ruling by the United States of America effecting advances in rates of duties or charges applicable under an established and uniform practice to imports originating in the territories of the Italian Republic, or imposing any new requirement with respect to such importations, shall as a general rule be applied to articles the growth, produce or manufacture of the Italian Republic already en route at the time of publication thereof in accordance with the preceding paragraph; reciprocally, no administrative ruling by the Italian Republic effecting advances in rates of duties or charges applicable under an established and uniform practice to imports originating in the territories of the United States of America, or imposing any new requirement with respect to such importations, shall as a general rule be applied to articles the growth, produce or manufacture of the United States of America already en route at the time of publication thereof in accordance with the preceding paragraph. However, if either High Contracting Party customarily exempts from such new or increased obligations articles entered for consumption or withdrawn from warehouse for consumption during a period of thirty days after the date of such publications, such practice shall be considered in full compliance by such High Contracting Party with this paragraph. The provision of this paragraph shall not apply to administrative orders imposing anti-dumping or countervailing duties or relating to regulations for the protection of human, animal or plant life or health, or relating to public safety or giving effect to judicial decisions.

3. Each High Contracting Party, shall provide some administrative or judicial procedure under which the nationals, corporations and associations of the other High Contracting Party, and importers of articles the growth, produce or manufacture of such other High Contracting Party, shall be permitted to appeal against fines and penalties imposed upon them by the customs authorities, confiscations by such authorities and rulings of such authorities on questions of customs classification and of valuation of articles for customs purposes. Greater than nominal penalties shall not be imposed by either High Contracting Party in connection with any importation by the nationals, corporations or associations of the other High Contracting Party, or in connection with the importation of articles the growth, produce or manufacture of such other High Contracting Party, because of errors in documentation which are obviously clerical in origin or with regard to which good faith can be established.

4. Each High Contracting Party will accord sympathetic consideration to such representations as the other High Contracting Party may make with respect to the operation or administration of import or export prohibitions or restrictions, quantitative regulations, customs regulations or formalities, or sanitary laws or regulations for the protection of human, animal or plant life or health.

Article XVI

1. Articles the growth, produce or manufacture of either High Contracting Party, imported into the territories of the other High Contracting Party, shall be accorded treatment with respect to all matters affecting internal taxation, or the sale, distribution or use within such territories, no less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to like articles of national origin.

2. Articles grown, produced or manufactured within the territories of either High Contracting Party in whole or in part by nationals, corporations and associations of the other High Contracting Party, or by corporations and associations of the High Contracting Party within the territories of which such articles are grown, produced or manufactured which are controlled by nationals, corporations and associations of the other High Contracting Party, shall be accorded within such territories treatment with respect to all matters affecting internal taxation, or the sale, distribution or use therein, or exportation therefrom, no less favorable than the treatment now or hereafter accorded to like articles grown, produced or manufactured therein in whole or in part by nationals, corporations and associations of the High Contracting Party within the territories of which the articles are grown, produced or manufactured, or by corporations and associations of such High Contracting Party which are controlled by such nationals, corporations and associations. The articles specified in the preceding sentence shall not in any case receive treatment less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to like articles grown, produced or manufactured in whole or in part by nationals, corporations and associations of any third country, or by corporations and associations controlled by such nationals, corporations and associations.

3. In all matters relating to export bounties, customs drawbacks and the warehousing of articles intended for exportation, the nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall be accorded within the territories of the other High Contracting Party treatment no less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to the nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party.

Article XVII

1. The treatment prescribed in this Article shall apply to all forms of control of financial transactions, including (a) limitations upon the availability of media necessary to effect such transactions, (b) rates of exchange, and (c) prohibitions, restrictions, delays, taxes, charges and penalties on such transactions; and shall apply whether a transaction takes place directly, or through an intermediary in another country. As used in this Article, the term « financial transactions » means all international payments and transfers of funds effected through the medium of currencies, securities, bank deposits, dealings in foreign exchange or other financial arrangements, regardless of the purpose or nature of such payments and transfers.

2. Financial transactions between the territories of the two High Contracting Parties shall be accorded by each High Contracting Party treatment no less fa-

avorable than that now or hereafter accorded to like transactions between the territories of such High Contracting Party and the territories of any third country.

3. Nationals, corporations and associations of either High Contracting Party shall be accorded by the other High Contracting Party treatment no less favorable than that now or hereafter accorded to nationals, corporations and associations of such other High Contracting Party and no less favorable than that now or hereafter accorded to nationals, corporations and associations of any third country, with respect to financial transactions between the territories of the two High Contracting Parties or between the territories of such other High Contracting Party and of any third country.

4. In general, any control imposed by either High Contracting Party over financial transactions shall be so administered as not to influence disadvantageously the competitive position of the commerce or investment of capital of the other High Contracting Party in comparison with the commerce or the investment of capital of any third country.

Article XVIII

1. If either High Contracting Party establishes or maintains a monopoly or agency for the importation, exportation, purchase, sale, distribution or production of any article, or grants exclusive privileges to any agency to import, export, purchase, sell, distribute or produce any article, such monopoly or agency shall accord to the commerce of the other High Contracting Party fair and equitable treatment in respect of its purchases of articles the growth, produce or manufacture of foreign countries and its sales of articles destined for foreign countries. To this end, the monopoly or agency shall, in making such purchases or sales of any article, be influenced solely by considerations, such as price, quality, marketability, transportation and terms of purchase or sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing or selling such article on the most favorable terms. If either High Contracting Party establishes or maintains a monopoly or agency for the sale of any service or grants exclusive privileges to any agency to sell any service, such monopoly or agency shall accord fair and equitable treatment to the other High Contracting Party and to the nationals, corporations and associations and to the commerce thereof in respect of transactions involving such service as compared with the treatment which is or may hereafter be accorded to any third country and to the nationals, corporations and associations and to the commerce thereof.

2. Each High Contracting Party in the awarding of concessions and other contracts, and in the purchasing of supplies, shall accord fair and equitable treatment to the nationals, corporations and associations and to the commerce of the other High Contracting Party as compared with the treatment which is or may hereafter be accorded to the nationals, corporations and associations and to the commerce of any third country.

3. The two High Contracting Parties agree that business practices which restrain competition, limit access to markets or foster monopolistic control, and

which are engaged in or made effective by one or more private or public commercial enterprises or by combination, agreement or other arrangement among public or private commercial enterprises may have harmful effects upon the commerce between their respective territories. Accordingly, each High Contracting Party agrees upon the request of the other High Contracting Party to consult with respect to any such practices and to take such measures as it deems appropriate with a view to eliminating such harmful effects.

Article XIX

1. Between the territories of the High Contracting Parties there shall be freedom of commerce and navigation.

2. Vessels under the flag of either High Contracting Party, and carrying the papers required by its national law in proof of nationality, shall be deemed to be vessels of that High Contracting Party both within the ports, places and waters of the other High Contracting Party and on the high seas. As used in this Treaty, « vessels » shall be construed to include all vessels of either High Contracting Party whether privately owned or operated or publicly owned or operated. However, the provisions of this Treaty other than this paragraph and paragraph 4 of Article XX shall not be construed to accord rights to vessels of war or fishing vessels of the other High Contracting Party; nor shall they be construed to extend to nationals, corporations and associations, vessels and cargoes of, or to articles the growth, produce or manufacture of, such other High Contracting Party any special privileges restricted to national fisheries or the products thereof.

3. The vessels of either High Contracting Party shall have liberty, equally with the vessels of any third country, to come with their cargoes to all ports, places and waters of the other High Contracting Party which are or may hereafter be open to foreign commerce and navigation.

Article XX

1. The vessels and cargoes of either High Contracting Party shall, within the ports, places and waters of the other High Contracting Party, in all respects be accorded treatment no less favorable than the treatment accorded to the vessels and cargoes of such other High Contracting Party, irrespective of the port of departure or the port of destination of the vessels, and irrespective of the origin or the destination of the cargo.

2. No duties of tonnage, harbor, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties or charges, of whatever kind or denomination, levied in the name or for the profit of the government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, shall be imposed in the ports, places and waters of either High Contracting Party upon the vessels of the other High Contracting Party which shall not equally and under the same conditions be imposed upon national vessels.

3. No charges upon passengers, passenger fares or tickets, freight moneys paid or to be paid, bills of lading, contracts of insurance or re-insurance, no conditions relating to the employment of ship brokers, and no other charges or conditions of any kind, shall be

imposed in a way tending to accord any advantage to national vessels as compared with the vessels of the other High Contracting Party.

4. If a vessel of either High Contracting Party shall be forced by stress of weather or by reason of any other distress to take refuge in any of the ports, places or waters of the other High Contracting Party not open to foreign commerce and navigation, it shall receive friendly treatment and assistance and such repairs, as well as supplies and materials for repair, as may be necessary and available. This paragraph shall apply to vessels of war and fishing vessels, as well as to vessels as defined in paragraph 2 of Article XIX.

5. The vessels and cargoes of either High Contracting Party shall not in any case, with respect to the matters referred to in this Article, receive treatment less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to the vessels and cargoes of any third country.

Article XXI

1. It shall be permissible, in the vessels of either High Contracting Party, to import into the territories of the other High Contracting Party, or to export therefrom, all articles which it is or may hereafter be permissible to import into such territories, or to export therefrom, in the vessels of such other High Contracting Party or of any third country; and such articles shall not be subject to any higher duties or charges whatever than those to which the articles would be subject if they were imported or exported in vessels of the other High Contracting Party or of any third country.

2. Bounties, drawbacks and other privileges of this nature of whatever kind or denomination which are or may hereafter be allowed, in the territories of either High Contracting Party, on articles imported or exported in national vessels or vessels of any third country shall also and in like manner be allowed on articles imported or exported in vessels of the other High Contracting Party.

Article XXII

1. Vessels of either High Contracting Party shall be permitted to discharge portions of cargoes, including passengers, at any ports, places or waters of the other High Contracting Party which are or may hereafter be open to foreign commerce and navigation, and to proceed with the remaining portions of such cargoes or passengers to any other such ports, places or waters, without paying higher tonnage dues or port charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances, and they shall be permitted to load in like manner, in the same voyage outward, at the various ports, places and waters which are or may hereafter be open to foreign commerce and navigation. The vessels and cargoes of either High Contracting Party shall be accorded, with respect to the matters referred to in this paragraph, treatment in the ports, places and waters of the other High Contracting Party no less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to the vessels and cargoes of any third country.

2. The coasting trade and inland navigation of each High Contracting Party are excepted from the requirements of national and most-favored-nation treatment.

Article XXIII

There shall be freedom of transit through the territories of each High Contracting Party by the routes most convenient for international transit (a) for persons who are nationals of any third country together with their baggage, directly or indirectly coming from or going to the territories of the other High Contracting Party; (b) for persons who are nationals of the other High Contracting Party, together with their baggage, regardless of whether they are coming from or going to the territories of such other High Contracting Party; and (c) for articles directly or indirectly coming from or going to the territories of the other High Contracting Party. Such persons, baggage and articles in transit shall not be subject to any transit duty, to any unnecessary delays or restrictions, or to any discrimination in respect of charges, facilities or any other matter: and all charges and regulations prescribed in respect of such persons, baggage or articles shall be reasonable, having regard to the conditions of the traffic. Either High Contracting Party may require that such baggage and articles be entered at the proper customhouse and that they be kept whether or not under bond in customs custody; but such baggage and articles shall be exempt from all customs duties or similar charges if such requirements for entry and retention in customs custody are complied with and if they are exported within one year and satisfactory evidence of such exportation is presented to the customs authorities. Such nationals, baggage, persons and articles shall be accorded treatment with respect to all charges, rules and formalities in connection with transit no less favorable than the treatment which is or may hereafter be accorded to the nationals of any third country together with their baggage, or to persons and articles coming from or going to the territories of any third country.

Article XXIV

1. Nothing in this Treaty shall be construed to prevent the adoption or enforcement by either High Contracting Party of measures:

(a) relating to the importation or exportation of gold or silver;

(b) relating to the exportation of objects the value of which derives primarily from their character as works of art, or as antiquities, of national interest or from their relationship to national history, and which are not in general practice considered articles of commerce;

(c) relating to fissionable materials, to materials which are the source of fissionable materials, or to radioactive materials which are by-products of fissionable materials;

(d) relating to the production of and traffic in arms, ammunition and implements of war and to such traffic in other goods and materials as is carried on for the purpose of supplying a military establishment;

(e) necessary in pursuance of obligations for the maintenance of international peace and security or necessary for the protection of the essential interests of such High Contracting Party in time of national emergency; or

(f) imposing exchange restrictions, as a member of the International Monetary Fund, in conformity with

the Articles of Agreement thereof signed at Washington December 27, 1945, but without utilizing its privileges under Article VI, section 3, of that Agreement so as to impair any provision of this Treaty; provided that either High Contracting Party may, nevertheless, regulate capital transfers to the extent necessary to insure the importation of essential goods or to effect a reasonable rate of increase in very low monetary reserves or to prevent its monetary reserves from falling to a very low level. If the International Monetary Fund should cease to function, or if either High Contracting Party should cease to be a member thereof, the two High Contracting Parties, upon the request of either High Contracting Party, shall consult together and may conclude such arrangements as are necessary to permit appropriate action in contingencies relating to international financial transactions comparable with those under which exceptional action had previously been permissible.

2. Subject to the requirement that, under like circumstances and conditions, there shall be no arbitrary discrimination by either High Contracting Party against the other High Contracting Party or against the nationals, corporations, associations, vessels or commerce thereof, in favor of any third country or the nationals, corporations, associations, vessels or commerce thereof, the provisions of this Treaty shall not extend to prohibitions or restrictions:

- (a) imposed on moral or humanitarian grounds;
- (b) designed to protect human, animal or plant life or health;
- (c) relating to prison-made goods; or
- (d) relating to the enforcement of police or revenue laws.

3. The provisions of this Treaty according treatment no less favorable than the treatment accorded to any third country shall not apply to:

(a) advantages which are or may hereafter be accorded to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic;

(b) advantages accorded by virtue of a customs union of which either High Contracting Party may, after consultation with the other High Contracting Party, become a member so long as such advantages are not extended to any country which is not a member of such customs union;

(c) advantages accorded to third countries pursuant to a multilateral economic agreement of general applicability, including a trade area of substantial size, having as its objective the liberalization and promotion of international trade or other international economic intercourse, and open to adoption by all the United Nations;

(d) advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the Italian Republic to San Marino, to the Free Territory of Trieste or to the State of Vatican City, or by the United States of America or its territories or possessions to one another, to the Panama Canal Zone, to the Republic of Cuba, to the Republic of the Philippines or to the Trust Territory of the Pacific Islands; or

(e) advantages which, pursuant to a decision made by the United Nations or an organ thereof or by an

appropriate specialized agency in relationship with the United Nations, may hereafter be accorded by either High Contracting Party to areas other than those enumerated in subparagraph (d) of the present paragraph.

The provisions of subparagraph (d) shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America or its territories or possessions to one another irrespective of any change in the political status of any of the territories or possessions of the United States of America.

4. The provisions of this Treaty shall not be construed to accord any rights or privileges to persons, corporations and associations to engage in political activities, or to organize or participate in political corporations and associations.

5. Each High Contracting Party reserves the right to deny any of the rights and privileges accorded by this Treaty to any corporation or association created or organized under the laws and regulations of the other High Contracting Party in the ownership or direction of which nationals of any third country or countries have directly or indirectly a controlling interest.

6. No enterprise of either High Contracting Party which is publicly owned or controlled shall, if it engages in commercial, manufacturing, processing, shipping or other business activities within the territories of the other High Contracting Party, claim or enjoy, either for itself or for its property, immunity therein from taxation, from suit, from execution of judgment, or from any other liability to which a privately owned and controlled enterprise is subject therein.

7. The provisions of this Treaty shall not be construed to affect existing laws and regulations of either High Contracting Party in relation to immigration or the right of either High Contracting Party to adopt and enforce laws and regulations relating to immigration; provided, however, that nothing in this paragraph shall prevent the nationals of either High Contracting Party from entering, traveling and residing in the territories of the other High Contracting Party in order to carry on trade between the two High Contracting Parties or to engage in any commercial activity related thereto or connected therewith, upon terms as favorable as are or may hereafter be accorded to the nationals of any third country entering, traveling and residing in such territories in order to carry on trade between such other High Contracting Party and such third country or to engage in commercial activity related to or connected with such trade.

Article XXV

Subject to any limitation or exception provided in this Treaty or hereafter agreed upon between the High Contracting Parties, the territories of the High Contracting Parties to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land and water under the sovereignty or authority of either of the High Contracting Parties, other than the Canal Zone, and other than the Trust Territory of the Pacific Islands except to the extent that the President of the United States of America shall by proclamation extend provisions of the Treaty to such Trust Territory.

Article XXVI

Any dispute between the High Contracting Parties as to the interpretation or the application of this Treaty, which the High Contracting Parties shall not satisfactorily adjust by diplomacy, shall be submitted to the International Court of Justice, unless the High Contracting Parties shall agree to settlement by some other pacific means.

Article XXVII

1. This Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Rome as soon as possible.

2. This Treaty shall enter into force on the day of the exchange of ratifications, and shall continue in force for a period of ten years from that day.

3. Unless one year before the expiration of the aforesaid period of ten years either High Contracting Party shall have given written notice to the other High Contracting Party of intention to terminate this Treaty upon the expiration of the aforesaid period, the Treaty shall continue in force thereafter until one year from the date on which written notice of intention to terminate it shall have been given by either High Contracting Party.

In Witness Whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty and have affixed hereunto their seals.

Done in duplicate, in the English and Italian languages, both equally authentic, at Rome, this second day of February one thousand nine hundred forty eight.

For the Italian Government
SFORZA

For the Government of the United States of America
JAMES CLEMENT DUNN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

PROTOCOL

At the time of signing the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the United States of America and the Italian Republic, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized by their respective Governments, have further agreed on the following provisions, which shall be considered as integral parts of said Treaty:

1. The provisions of paragraph 2 of Article V, providing for the payment of compensation, shall extend to interests held directly or indirectly by nationals, corporations and associations of either High Contracting Party in property which is taken within the territories of the other High Contracting Party.

2. Rights and privileges with respect to commercial, manufacturing and processing activities accorded, by the provisions of the Treaty, to privately owned and controlled enterprises of either High Contracting Party within the territories of the other High Contracting Party shall extend to rights and privileges of an eco-

nomie nature granted to publicly owned or controlled enterprises of such other High Contracting Party, in situations in which such publicly owned or controlled enterprises operate in fact in competition with privately owned and controlled enterprises. The preceding sentence shall not, however, apply to subsidies granted to publicly owned or controlled enterprises in connection with: (a) manufacturing or processing goods for government use, or supplying goods and services to the government for government use; or (b) supplying, at prices substantially below competitive prices, the needs of particular population groups for essential goods and services not otherwise practicably obtainable by such groups.

3. The concluding sentence of paragraph 1 of Article XVIII shall not be construed as applying to postal services.

4. The provisions of paragraph 2 (a) of Article I shall not be construed to extend to the practice of professions the members of which are designated by law as public officials.

5. The provisions of paragraph 2 of Article XI shall not be construed to affect measures taken by either High Contracting Party to safeguard military secrets.

In Witness Whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Protocol and have affixed hereunto their seals.

Done in duplicate, in the English and Italian languages, both equally authentic, at Rome; this second day of February one thousand nine hundred forty eight.

For the Italian Government
SFORZA

For the Government of the United States of America
JAMES CLEMENT DUNN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

ADDITIONAL PROTOCOL

In view of the grave economic difficulties facing Italy now and prospectively as a result of *inter alia*, the damage caused by the late military operations on Italian soil; the looting perpetrated by the German forces following the Italian declaration of war against Germany; the present inability of Italy to supply, unassisted, the minimum needs of its people or the minimum requirements of Italian economic recovery; and Italy's lack of monetary reserves; at the time of signing the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between the United States of America and the Italian Republic, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorized by their respective Governments, have further agreed on the following provisions, which shall be considered as integral parts of said Treaty:

1. The provisions of paragraph 3 of Article XIV of the abovementioned Treaty and that part of paragraph 4 of the same Article which relates to the allo-

cation of shares, shall not obligate either High Contracting Party with respect to the application of quantitative restrictions on imports and exports:

(a) that have effect equivalent to exchange restrictions authorized in conformity with section 3 (b) of Article VII of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund;

(b) that are necessary to secure, during the early post-war transitional period, the equitable distribution among the several consuming countries of goods in short supply;

(c) that are necessary in order to effect, for the purchase of imports, the utilization of accumulated inconvertible currencies; or

(d) that have effect equivalent to exchange restrictions permitted under section 2 of Article XIV of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund.

2. The privileges accorded to either High Contracting Party by subparagraphs (c) and (d), paragraph 1, of the present Protocol, shall be limited to situations in which (a) it is necessary for such High Contracting Party to apply restrictions on imports in order to forestall the imminent threat of, or to stop, a serious decline in the level of its monetary reserves or, in the case of very low monetary reserves, to achieve a reasonable rate of increase in its reserves, and (b) the application of the necessary restrictions in the manner permitted by the aforesaid paragraph 1 will yield such High Contracting Party a volume of imports above the maximum level which would be possible if such restrictions were applied in the manner prescribed in paragraphs 3 and 4 of Article XIV of the Treaty.

3. During the current transitional period of recovery from the recent war, the provisions of Article XVI, paragraph 1, of the Treaty shall not prevent the application by either High Contracting Party of needed controls to the internal sale, distribution or use of imported articles in short supply, other than or different from controls applied with respect to like articles of national origin. However, no such controls over the internal distribution of imported articles shall be (a) applied by either High Contracting Party in such a manner as to cause unnecessary injury to the competitive position within its territories of the commerce of the other High Contracting Party, or (b) continued longer than required by the supply situation.

4. Neither High Contracting Party shall impose any new restriction under paragraph 1 of the present Protocol without having given the other High Contracting Party notice thereof which shall, if possible, be not less than thirty days in advance and shall not in any event be less than ten days in advance. Each High Contracting Party shall afford to the other High Contracting Party opportunity for consultation at any time concerning the need for and the application of restrictions to which such paragraph relates as well as concerning the application of paragraph 3, and either High Contracting Party shall have the right to invite the International Monetary Fund to participate in such consultation, with reference to restrictions to which subparagraphs (a), (c) and (d) of paragraph 1 relate.

5. Whenever exchange difficulties necessitate that pursuant to Article XXIV, paragraph 1 (f), the Italian

Government regulate the withdrawals provided for in Article V, paragraph 2, the Italian Government may give priority to applications made by nationals, corporations and associations of the United States of America to withdraw compensation received on account of property acquired on or before December 8, 1934, or, if subsequently acquired:

(a) in the case of immovable property, if the owner at the time of acquisition had permanent residence outside Italy, or, if a corporation or association, had its center of management outside Italy;

(b) in the case of shares of stock, if at the time of acquisition Italian laws and regulations permitted such shares to be traded outside Italy;

(c) in the case of bank deposits, if carried on free account at the time of taking;

(d) in any case, if the property was acquired through importing foreign exchange, goods or services into Italy, or through reinvestments of profits or accrued interest from such imports whenever made.

The Italian Government undertakes to grant every facility to assist applicants in establishing their status for the purposes of this paragraph: and to accept evidence of probative value as establishing, in the absence of preponderant evidence to the contrary, a priority claim.

6. Whenever a multiple exchange rate system is in effect in Italy, the rate of exchange which shall be applicable for the purposes of Article V, paragraph 2, need not be the most favorable of all rates applicable to international financial transactions of whatever nature; provided, however, that the rate applicable will in any event permit the recipient of compensation actually to realize the full economic value thereof in United States dollars. In case dispute arises as to the rate applicable, the rate shall be determined by agreement between the High Contracting Parties.

In Witness Whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Protocol and have affixed hereunto their seals.

Done in duplicate, in the English and Italian languages, both equally authentic, at Rome, this second day of February one thousand nine hundred forty-eight.

For the Italian Government
SFORZA

For the Government of the United States of America
JAMES CLEMENT DUNN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, February 2, 1948

Excellency,

I have the honor to refer to the proposals advanced by representatives of your Government, during the course of negotiations for the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation signed this day, for facilitating and expanding the cultural relations between the peoples of our two countries.

I take pleasure in informing you that my Government, recognizing the importance of cultural ties between nations as developing increased understanding and friendship, will undertake to stimulate and foster cultural relations between our two countries, including the interchange of professors, students, and professional and academic personnel between the territories of the United States of America and of Italy, and agrees to discuss at a later time the possibility of agreements designed to establish arrangements whereby such interchange may be facilitated and whereby the cultural bonds between the two peoples may generally be strengthened.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

JAMES CLEMENT DUNN

His Excellency

Count Carlo SFORZA
Minister of Foreign Affairs ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Roma, 2 febbraio 1948

Eccellenza,

Ho l'onore di fare riferimento alla nota di V. E. in data odierna, del seguente tenore:

I have the honor to refer to the proposals advanced by representatives of your Government, during the course of negotiations for the Treaty of Friendship,

Commerce and Navigation signed this day, for facilitating and expanding the cultural relations between the peoples of our two countries.

I take pleasure in informing you that my Government, recognizing the importance of cultural ties between nations as developing increased understanding and friendship, will undertake to stimulate and foster cultural relations between our two countries, including the interchange of professors, students, and professional and academic personnel between the territories of the United States of America and of Italy, and agrees to discuss at a later time the possibility of agreements designed to establish arrangements whereby such interchange may be facilitated and whereby the cultural bonds between the two peoples may generally be strengthened.

Ho l'onore d'informare V. E. che il Governo italiano s'impegna dal canto suo a stimolare e promuovere relazioni culturali, compreso lo scambio di professori, di studenti e di membri di corpi accademici, ed a discutere le possibilità di accordi culturali fra i nostri due Governi secondo i concetti espressi nella nota di V. E.

Mi è grata l'occasione, Eccellenza, di rinnovarLe l'espressione della mia più alta considerazione.

CARLO SFORZA

A. S. E.

James CLEMENT DUNN
Ambasciatore degli Stati Uniti d'America ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

PREZZO L. 150 —